

AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Décembre 2015 - Volume 31 - n°4



Femmes et agroécologie



Agriculture durable à faibles apports externes
N°31 volume 4 - Décembre 2015
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932



Édité par :
IED Afrique
24, Sacré Coeur III - Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@iedafrique.org
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnateur : Birame Faye

Comité éditorial : Bara Guèye,
Mamadou Fall, Mamadou Diop,
Cheikh Tidiane Sall, Lancelot
Soumelong-ehode, Souleymane
Cissé, Cheikh Tidiane Wade

Administration :
Maimouna Dieng Lagnane

Traduction : Bougouma Mbaye Fall
et Ousmane Traoré Diagne

Conception graphique - Impression :
Imprimeries Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale
Farming Matters
IPO Box 90
6700 AB Wageningen
The Netherlands.
Tel: +31 (0) 317760010
Fax: +31 (0) 334632410
E: ileia@ileia.org

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Edition espagnole
La revista de agro-ecologia
Asociación ETC Andes, AP.18-0745,
Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Edition indienne
LEISA India
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore
560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

S O M M A I R E

4 Editorial

6 Mozambique : des femmes paysannes s'approprient l'agroécologie Boaventura Monjane

8 Des feuilles mortes pour redonner vie à la terre: l'expérience de Tani Lankoandé

Gabriela Quiroga, Ingrid Flink, Bourgou Tsuamba, Fatoumata Batta,
Inoussa Maïga

10 Fermes écologiques au Burkina Faso : exemples d'une agriculture durable et de résilience

Célestin Poda, Oumarou Seynou

13 Leadership et autonomisation des femmes rurales au Sénégal : quelques exemples de pratiques écologiques

Maïmouna Diène

16 Promotion de l'agroécologie au Sénégal : la Fondation New Field appuie des associations féminines en Casamance

19 Entretiens-portraits avec des femmes promotrices de l'agroécologie

Simone Adler, Beverly Bell, Sarah Hobson, Janneke Bruil

20 Sites web

21 Bibliographie

AGRIDAPE infos

22 Opinion: Changer la politique africaine vis-à-vis des femmes et de l'agroécologie

Sabrina Nafisa Masinjila

24 Premier symposium panafricain sur l'agroécologie: pour une transition écologique en Afrique

Souleymane Cissé, Merasha Yilma

6 Mozambique : des femmes paysannes s'approprient l'agroécologie

Boaventura Monjane

Grâce à de pratiques agricoles de leurs communautés, les femmes paysannes au Mozambique réussissent à mettre en place un modèle agroécologique qui remet en cause la production alimentaire industrielle à grande échelle. Elles s'insurgent également contre l'accaparement des terres, une tendance qui menace de chasser les agriculteurs locaux de leurs terres. De par cette action, ces femmes placent le Mozambique sur la voie du développement durable, tout en renforçant leurs positions, dans la défense des semences paysannes et le soutien pour une nourriture locale saine.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultureS est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial. **AgriCultureS** dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

Sites Web

<http://www.iedafrique.org/agridape.html>
<http://www.agriculturesnetwork.org>

Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@iedafrique.org

Financement AGRIDAPE

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA.

Photo de couverture

Femmes assises dans une rizière, en Gambie

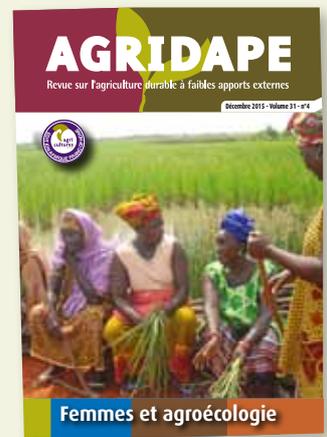
Source :

Lancelot

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

Les opinions exprimées dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



10 Fermes écologiques au Burkina Faso : exemples d'une agriculture durable et de résilience

Célestin PODA, Oumarou SEYNOU

Le « Mouvement des Paysans sans Frontière » a réussi le pari de démontrer qu'avec une bonne organisation sociale et une détermination, toute portion de terre procure des ressources pour le bien être de l'homme. Sous le label « ferme écologique », ce groupe de producteurs réalise une agriculture intégrée, productive et durable dans la localité à forte densité humaine de Bingo (Burkina Faso), où les terres encroutées sont prédominantes du fait de la pression foncière. Cet article relate l'historique, les acteurs, les techniques et les acquis des fermes écologiques, un modèle d'exploitation des terres qui a relevé à Bingo, le défi de « produire en quantité et en qualité tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles ».



8 Des feuilles mortes pour redonner vie à la terre: l'expérience de Tani Lankoandé

Gabriela Quiroga, Ingrid Flink, Bourguou Tsuamba, Fatoumata Batta, Inoussa Maïga

Dans les pays du Sahel, le changement climatique est de nos jours l'une des principales contraintes auxquelles font face les agriculteurs et agricultrices. Mais ce phénomène est aussi pour ces derniers une source d'inspiration intarissable. Çà et là, on recense des agriculteurs et agricultrices qui, pour s'adapter à un environnement de moins en moins propice à l'activité agricole, font appel à leur esprit créatif. Ils mettent en place des innovations à partir de leur observation, à partir de connaissances endogènes et en utilisant des matériaux locaux. Des innovations qui, progressivement, changent leur vie et créent un impact dans leur communauté. Cet article partage l'expérience de Tani Lankoandé.

3

Chères lectrices, chers lecteurs,

Hier comme aujourd'hui, plusieurs indicateurs montrent l'apport de la femme à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays africains, mais leur place dans l'agroécologie n'est pas pour autant très valorisée.

Pourtant, les paysannes pratiquent des techniques de production adaptées à leurs écosystèmes. Elles sont d'ailleurs au cœur d'une transition agricole soutenue par plusieurs acteurs, qui devrait aboutir à faire de l'agroécologie un modèle de développement de l'agriculture adopté par les Etats.

Ce numéro 31.4 d'AGRIDAPE fait ainsi place aux femmes engagées dans le combat de l'agroécologie, notamment en Afrique. Il promeut des résultats d'expériences met en lumière les contraintes et des initiatives agricoles individuelles des productrices qui ont fait l'option de s'investir dans un système de production alimentaire d'avenir.

Bonne lecture !

Remerciements:

Nous adressons nos chaleureux remerciements à l'Organisation des Nations des Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce numéro d' AGRIDAPE a été imprimé grâce à son appui financier.



Dames combattantes

4



Photo : Lamcelot

Femme cultivant dans sa parcelle à Wendou Bosséabé (Sénégal)

Un proverbe africain dit que « la femme est la fleur de la terre ». Devrions-nous y ajouter qu'elle tient ses promesses ? En tout cas, organisées ou non, elles sont partout, dans les périmètres irrigués, les forêts, les bas fonds et marécages. Elles s'investissent aussi dans les terres arides ou semi-arides, dans les quais de pêche, exécutant souvent des tâches que les hommes méprisent. Les femmes portent le fardeau de la sécurité alimentaire, de l'intégrité de la famille et d'autres besoins sociaux que

les bourses masculines négligent. C'est pourquoi, à la place de l'indifférence, les efforts de la paysanne méritent attention et reconnaissance.

En vérité, les femmes ne constituent pas uniquement de la main-d'œuvre agricole facile à mobiliser et dont l'utilité ne dépasse pas la capacité de leurs biceps. Elles sont des actrices majeures de l'agriculture telle que nous l'observons et la vivons dans nos campagnes. On peut même se demander ce que serait la production

agricole sans elles. La cultivatrice est un élément central de nos systèmes agricoles. Elles sont à la fois des conservatrices et des innovatrices agroalimentaires.

Ce numéro 31.4 d'AGRIDAPE se joint aux nombreuses initiatives qui empruntent des robes d'un hommage. Seulement, les angles diffèrent car ici, il est jugé important de valoriser la femme paysanne dévouée à l'agriculture, qui trime, sue et transpire sous le chaud soleil, loin des lambris dorés des métropoles, pour garan-

tir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la famille. En d'autres termes, cette édition s'intéresse au débat visant une meilleure compréhension du rôle des femmes dans la promotion de l'agroécologie.

Champs écolo...

Les actions et les projets foisonnent dans nombre de pays. Quelques cas qui peuvent faire école ont attiré notre attention. Au Mozambique, des cultivatrices réussissent à mettre en place un modèle agroécologique qui remet en cause la production alimentaire industrielle à grande échelle. Par ailleurs, ces paysannes dénoncent un accaparement de leurs ressources foncières, un phénomène aujourd'hui continental, qui chasse les agriculteurs locaux de leurs terres. Grâce à leurs initiatives, ces femmes contribuent à placer leur pays sur la voie du développement durable, tout en renforçant leurs positions dans la défense des semences paysannes pour une nourriture locale saine (page 6).

L'exploitation optimale des ressources foncières peut avoir des effets surprenants. L'Association Mouvement des Paysans Sans Frontière a réussi le pari de démontrer qu'avec une bonne organisation sociale et une détermination, toute portion de terre peut procurer des rendements pour le bien-être de la communauté. Grâce à des fermes écologiques, ce groupe de producteurs réalise une agriculture intégrée, productive et durable dans la localité à forte densité humaine de Bingo (Burkina Faso), où les terres encroutées sont prédominantes du fait de la pression foncière. D'où l'utilité d'analyser l'historique, les attitudes des acteurs, les techniques et les acquis de ces fermes écologiques (page 10). C'est un modèle d'exploitation des terres qui a aidé Bingo à relever le défi de la quantité et de la qualité, tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles.

S'adapter aux contraintes

La qualité du sol mérite cependant d'être entretenue sinon améliorée, notamment dans les zones semi-arides. Cela demande de l'imagination. C'est ainsi que des feuilles mortes ont été utilisées pour redonner vie à la terre. C'est ce que l'expérience de Tani Lankoandé a révélé (page 8). En effet, dans les pays du Sahel, le changement climatique est l'une des principales contraintes auxquelles font face les agriculteurs. Ce phénomène est aussi pour ces derniers une source d'inspiration intarissable. Ça et là, on recense des cultivateurs et cultivatrices qui, pour s'adapter à un environnement de moins en moins propice à l'activité agricole, font appel à leur esprit créatif. Ils mettent en place des innovations à partir de leur observation, de leurs

connaissances endogènes et en utilisant des matériaux locaux. Ces innovations qui, progressivement, changent leur vie et a un impact dans leur communauté.

Au Sénégal, à travers le micro-jardinage, les paysannes sont des pionnières de l'agroécologie. Les exemples font flores. Dans un article, la chercheuse Maimouna Dieng revient sur diverses initiatives en faveur de l'agroécologie menées par des femmes et leurs organisations sénégalaises. Cet article est inspiré d'une étude récente réalisée par Pesticide Action Network (PAN) Africa qui consistait à diffuser les bonnes pratiques agricoles des femmes agricultrices du Sénégal (page 13).

Sous-évaluation de l'apport des petits exploitants

La Fondation New Field appuie l'autonomisation des associations de femmes rurales et l'agroécologie en Casamance au Sénégal. Dans le Sud de ce pays, une région du reste à vocation agricole, les paysannes et leurs organisations font face à d'énormes contraintes pour réaliser leurs activités de production agricole. Pourtant, elles sont les garantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein de leurs ménages. C'est ainsi que la fondation a mis en œuvre un vaste programme de soutien aux associations de femmes rurales, pour renforcer l'égalité des sexes et fournir des ressources qui facilitent le bien-être de la famille et de la communauté (page 16).

Il se trouve qu'une solution globale et durable exige que des décisions soient prises et des stratégies définies au niveau régional. La place de l'exploitation familiale dans l'agroécologie doit pousser à une redéfinition des politiques, s'il en existe. En effet, le rôle des femmes rurales et des petits exploitants dans la société africaine a été fortement sous-évalué. Il en est ainsi en dépit du fait que près de 80 % de la population de l'Afrique est tributaire de l'agriculture à petite échelle. Celle-ci est l'épine dorsale de l'économie rurale et les femmes fournissent 70 % de la main-d'œuvre agricole. Il est donc évident que donner à celles-ci une place importante dans l'agriculture durable est crucial. Dès lors, le défi est de savoir comment promouvoir au mieux ses pratiques agroécologiques dans un contexte défavorable, mais aussi comment les méthodes agricoles endogènes éprouvées peuvent être intégrées dans les politiques, aussi bien au niveau local que national (page 22).

Emergence d'identités remarquées

Des dames se sont distinguées dans le processus de valorisation des innovations agricoles locales. Elles sont en train de se forger des identités remarquables dans le

monde rural. Ce numéro d'AGRIDAPE fait siens quelques profils de femmes qui sont aux avant-postes du combat de la promotion de l'agroécologie. Le magazine partage donc le portrait de trois paysannes et leaders du mouvement en faveur de l'agroécologie. Ces cultivatrices appliquent de nouvelles pratiques novatrices dans leurs activités de production alimentaire (page 19).

La FAO n'est pas insensible à la dynamique observée chez les femmes engagées dans les productions agricoles avec de faibles apports extérieurs. Elle a organisé le premier symposium panafricain sur l'agroécologie à l'occasion de laquelle plusieurs femmes ont participé et plusieurs de leurs expériences et bonnes pratiques partagées. L'opportunité a été également saisie pour plaider pour des efforts plus accentués en faveur de l'agriculture familiale dont le pilier essentiel demeure la paysanne (page 24). En montrant les initiatives et les actions menées par les productrices, avec ou sans appui de partenaires étatiques ou d'organisations de la société civile, cette édition contribue à la facilitation des échanges et de l'apprentissage entre les acteurs du développement et les femmes, mais aussi entre hommes et femmes paysans tout court.

Le mérite de ces combattantes peut être banalisé par le temps, mais assurer l'alimentation de la famille est un défi sécuritaire qui n'est pas moins important que les autres priorités qui mobilisent les Etats, fussent-elles économiques ou géostratégiques. Ici, c'est la survie voire l'existence de la population qui est en jeu. D'où l'attention particulière qui doit être portée à l'égard de l'exploitation familiale.

Visitez
la page web
de AGRIDAPE
[http://www.iedafrique.org/
agridape.html](http://www.iedafrique.org/agridape.html)

retrouvez AGRIDAPE sur notre
page facebook IED AFRIQUE



Mozambique : des femmes paysannes s'approprient l'agroécologie

Boaventura Monjane

6



Photo : Ricky

Femmes paysannes du village de Namaacha, au Mozambique

Grâce à de pratiques agricoles de leurs communautés, les femmes paysannes au Mozambique réussissent à mettre en place un modèle agroécologique qui remet en cause la production alimentaire industrielle à grande échelle. Elles s'insurgent également contre l'accaparement des terres, une tendance qui menace de chasser les agriculteurs locaux de leurs terres. De par cette action, ces femmes placent le Mozambique sur la voie du développement durable, tout en renforçant leurs positions, dans la défense des semences paysannes et le soutien pour une nourriture locale saine.

Les pratiques agroécologiques ont toujours fait partie de la vie sociale et culturelle des communautés rurales du Mozambique. Pour renforcer ces pratiques face à l'agriculture conventionnelle et industrielle, l'UNAC (Union des Paysans du Mozambique) s'est engagée, depuis plusieurs années, à la promotion des pratiques de l'agroécologie, telles que la conservation des semences paysannes et les systèmes locaux de production alimentaire. Les femmes jouent un rôle clé dans les initiatives de l'UNAC.

Les veuves au service d'un système sain

Le village de Namaacha est situé dans la province de Maputo, à la frontière du Swaziland. Dans cette zone, la plupart des denrées alimentaires sont importées du Swaziland et d'Afrique du Sud. En conséquence, Namaacha était toujours inondé de produits alimentaires étrangers cultivés avec beaucoup de produits chimiques.

La donne a changé lorsque les femmes ont commencé à s'organiser en associations

de productrices locales, avec la création de l'Association des productrices de fraises de Namaacha (APMONA), composée essentiellement de veuves et de leurs familles.

Quand un père de famille meurt, il laisse derrière lui une grande responsabilité à sa femme, qui doit prendre soin de la famille, nourrir les enfants, garder la maison, envoyer leurs enfants à l'école et produire de la nourriture en travaillant la terre. Les veuves membres de l'Association ont l'agriculture comme principale activité économique (et dans de nombreux cas leur

unique activité) pour prendre en charge la famille. Elles ont décidé de produire leur nourriture en adéquation avec les principes agroécologiques.

Leur production agro-écologique est basée sur un modèle de parcelles individuelles et communautaires. Au sein des parcelles communautaires, une partie de la production va à chaque membre et sa famille, et l'autre partie est orientée vers le marché local de Namaacha. Le système de machamaba (champ) collectif représente un espace d'apprentissage mutuel et permet ainsi aux paysans de partager leurs connaissances entre eux.

Avec le soutien de l'UNAC, les femmes ont introduit un système de diversification des cultures dans la région, et ont commencé à cultiver l'oignon, la tomate, le chou, la laitue et les carottes. Auparavant, les femmes produisaient uniquement des fraises, qu'elles vendaient à Maputo. Maintenant, elles produisent de nombreuses cultures variées en utilisant de l'engrais bio, du compost et des techniques basées sur la biodiversité. Le principal engrais utilisé est la bouse de vache et le paillis de foin qui est étalé pour éviter les mauvaises herbes et maintenir l'humidité du sol. Rosa Jorge Obete, co-fondatrice d'APMONA, affirme que depuis qu'elle est passée à l'agroécologie, elle est parvenue à économiser plus d'argent dans la production, surtout depuis qu'elle évite les coûts des produits chimiques.

Pour la défense des droits à la terre et des moyens de subsistance

L'initiative d'APMONA est née dans un contexte de lutte et de résistance. Au cours des dernières années, le Mozambique est devenu un terrain de prédilection pour l'accaparement des terres à des fins de production forestière, de développement du tourisme, ou de l'agrobusiness, cette dernière étant la nouvelle tendance au Mozambique. L'agrobusiness produit des spéculations destinées généralement à l'export et qui sont étrangères à la communauté locale, telles que le soja, le maïs et la canne à sucre, pour satisfaire les besoins d'autres pays, en termes de produits alimentaires, d'aliments du bétail et de biocarburants, au lieu de satisfaire les besoins alimentaires de la population locale. Étant donné qu'au Mozambique la terre appartient à l'État, des grandes superficies de terres sont attribuées à des sociétés étrangères pour une période de 50 ans et renouvelables pour 50 autres années. Dans ce pays, l'agriculture pourrait bientôt devenir un secteur tiré par les grandes entreprises, où les paysans locaux se verraient déposséder de leurs terres, contraints au déplacement et privés de leurs moyens de subsistance et du lien culturel ancestral à la terre.



Photo : Ricky strandberg

Rosa Jorge Obete, co-fondatrice d'APMONA montant des fraises

« Ce système m'a permis de mettre mes enfants à l'école et m'aide dans les dépenses quotidiennes. Nous sommes maintenant en mesure de gérer nos dépenses. Nous vivons bien, pas comme avant. »

Obete

L'UNAC résiste à ces tendances en proposant des alternatives au système dominant. Les femmes de l'UNAC se réunissent régulièrement en assemblée pour discuter des défis auxquels elles ont à faire face et élaborer des stratégies de riposte à mener pour la défense de leurs terres et de leurs moyens de subsistance.

A travers cette assemblée, les femmes paysannes ont lancé un défi au gouvernement et ont organisé des manifestations et des marches à travers l'Afrique du Sud pour demander des comptes aux décideurs politiques.

L'Assemblée des femmes rurales a également été active dans la collecte, l'amélioration et la conservation des semences indigènes. Ces actions doivent être perçues comme une forme de résistance à l'hégémonie du « discours du développement », servi par des initiatives telles que l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) et la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

L'agroécologie basée sur des méthodes de production communautaires, l'agriculture paysanne est en définitive plus inclusive, plus durable, plus équitable et plus stable que tout autre mode d'exploitation agricole. Elle favorise l'autonomie des femmes rurales, garantit les moyens de subsistance des générations futures et assure la souveraineté alimentaire au niveau communautaire et national. Enfin, l'agroécologie placera définitivement le Mozambique sur la voie du développement durable, avec son lot d'avantages : soutien aux femmes productrices, défense des semences indigènes, protection de l'environnement et appui à la production d'aliments bio locaux.

Boaventura Monjane

Doctorant
Ancien Chargé de communication à La Via Campesina (UNAC-Maputo)
Email : boa.monjane@gmail.com



Des feuilles mortes pour redonner vie à la terre: l'expérience de Tani Lankoandé

Gabriela Quiroga, Ingrid Flink, Bourgou Tsuamba, Fatoumata Batta, Inoussa Maïga

8



Photo : Inoussa Maïga

Tani Lankoandé derrière une charrue en train de fertiliser son champ

Dans les pays du Sahel, le changement climatique est de nos jours l'une des principales contraintes auxquelles font face les agriculteurs et agricultrices. Mais ce phénomène est aussi pour ces derniers une source d'inspiration intarissable. Çà et là, on recense des agriculteurs et agricultrices qui, pour s'adapter à un environnement de moins en moins propice à l'activité agricole, font appel à leur esprit créatif. Ils mettent en place des innovations à partir de leur observation, à partir de connaissances endogènes et en utilisant des matériaux locaux. Des innovations qui, progressivement, changent leur vie et créent un impact dans leur communauté. Cet article partage l'expérience de Tani Lankoandé.

Tani Lankoandé, une agricultrice d'une trentaine d'années, ne peut s'empêcher d'afficher un sourire quand elle parcourt son champ à maturité. C'est presque inespéré de produire autant de sorgho, de niébé et d'arachides sur cette terre aussi dégradée, à Sagadou dans l'une des zones les plus arides dans la région de l'Est au Burkina Faso. Les récoltes s'annoncent bonnes. Mais Tani Lankoandé doit cette prouesse à son imagination créative d'où est sortie la technique des feuilles mortes pour régénérer le sol et amortir les effets néfastes des changements climatiques. Pendant la saison sèche, Tani Lankoandé ramasse les feuilles mortes des arbres qu'elle entasse dans son champ en prenant le soin de les mélanger avec

de la cendre. Après les premières pluies, l'agricultrice étale les feuilles déjà en état de décomposition dans son champ avant de labourer. Une technique qui s'avère payante.

Utiliser des feuilles mortes d'arbres comme engrais, l'agricultrice, Tani Lankoandé, explique sa recette dans une entrevue et article publié par Inoussa Maïga¹: « Je suis partie d'un simple constat, les résidus de feuilles mortes charriées par les eaux de pluies enrichissent le sol par endroits. Je collecte donc les feuilles mortes, que je dispose par petits tas dans mon champ tout en prenant le soin d'y ajouter de la

¹ Disponible au <http://googofarmer.info/2015/06/20/innovation-paysanne-enjeu-de-developpement-durable/>.



Tani Lankoandé conduisant une charge de compost

Photo : Inoussa Maïga

La Foire internationale de l'innovation paysanne, une plateforme de valorisation du savoir paysan

Les 15 et 16 mai 2015 s'est tenu à Ouagadougou au Burkina Faso la Foire de l'innovation paysanne en Afrique de l'Ouest (FIPA0¹) avec le soutien du PROLINNOVA/PROFEIS, les partenaires du Misereor en Afrique de l'Ouest, des coordinateurs des AgriHubs de l'AgriProFocus, le Collaborative Crop Research Program (CCRP) de la Fondation McKnight en Afrique de l'Ouest, le Programme de Recherche du CGIAR sur le Changement Climatique, l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (CAAFS Afrique de l'Ouest), et les partenaires de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC-Suisse). Cette foire a fait suite à un atelier francophone sur les Approches de Recherche et du Développement par et avec les Paysans Producteurs qui a eu lieu du 12 au 14 mai 2015 à Ouagadougou². La FIPA0 a permis de présenter des innovations paysannes identifiées par différents partenaires et des organisations nationales de producteurs. Cette foire a été aussi l'occasion de mettre en évidence le grand potentiel des producteurs pour la recherche agricole et le développement rural jusque-là largement sous-exploité et parfois

1 Site de web FIPA0: <http://fipao.faso-dev.net>

2 Plus d'informations sur l'atelier (Déclaration de Ouagadougou, documents et affiches des participantes de l'atelier): <http://fipao.faso-dev.net/?cat=12>

ignoré. Dans le cadre de cette FIPA0, le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) a soutenu la documentation par la vidéo des innovations paysannes en adaptation au changement climatique. A la suite d'un appel à manifestation portant sur les innovations paysannes qui contribuent à faire face aux effets des changements climatiques, trois expériences du Burkina Faso (l'innovation de Mme Tani Lankoandé)³, du Mali⁴ et du Sénégal⁵ ont été retenues pour faire l'objet de documentation vidéo. Puis vidéastes, paysans innovateurs, organisations locales d'appui aux paysans et d'autres parties prenantes ont discuté sur les scénarios et défini ensemble une démarche de production des vidéos⁶.

3 La documentation à travers la vidéo a été réalisée par ANSD, une ONG nouvellement établie et le partenaire national de Groundswell International au Burkina Faso. Sa mission est de renforcer les capacités techniques et organisationnelles des petits agriculteurs et leurs organisations de base pour atteindre la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et protéger leurs ressources naturelles.

4 La documentation à travers la vidéo a été réalisée par ADAF-Gallé, une ONG malienne ayant pour but de participer à la promotion et à la valorisation des activités de production et de formation de la femme

5 La documentation à travers la vidéo a été réalisée par Agre-col Afrique, une Organisation Non Gouvernementale(ONG) qui promeut la vision et la pratique de l'agriculture biologique et/ou écologique en Afrique; à travers la Formation, la communication et la commercialisation des produits biologiques.

6 Les vidéos sont accessibles par : <https://www.youtube.com/watch?v=0Da0J8X-RMG>

endre. Cela évite que les termites n'attaquent mes tas de feuilles mortes et surtout que le vent de l'harmattan les emporte. Puis j'attends les premières pluies pour répandre cette matière sur toute la superficie du champ. Passée cette étape, ce sont les labours à la charrue et tout ce qui s'en suit pour que les plans croissent normalement ». Mais il ne s'agit pas des feuilles mortes de n'importe quel arbre. Tani Lankoandé explique qu'elle sélectionne les feuilles qui se décomposent le plus vite comme celles des épineux et des légumineux. Les feuilles de karité, elle les évite car celles-ci se décomposent très lentement.

Tout au long de la campagne agricole, l'agricultrice constate une nette différence entre les plants de la partie de son champ où elle a pu mettre les feuilles mortes et les plants de la partie où elle n'a pas pu mettre les feuilles mortes. Au début, Tani Lankoandé était presque seule. Son mari, lui donnait un coup de main de temps en temps sans pour autant en être convaincu. « Je reconnais que quand ma femme a entrepris cette pratique, j'étais perplexe et pessimiste. Mais aujourd'hui je suis plus que fier d'elle. Elle a inspiré beaucoup de cultivateurs dans les environs qui l'imitent et les résultats sont probants », confie Paul Lankoandé, époux de Tani. Grâce à la technique des feuilles mortes, Tani Lankoandé est parvenue à améliorer considérablement ses rendements. Des résultats qui ont convaincu bien d'autres agriculteurs à adopter la technique. Fatimata Ouoba est de ceux-là. Elle témoigne : « Nous voyons que dès la saison sèche, Tani commence à rassembler les feuilles mortes et à les disposer sur son champ et quand débute la saison pluvieuse, son champ se présente bien et elle obtient de meilleures récoltes que nous. Alors on a suivi son exemple et nous ne le regrettons pas. »

A travers cette expérience, Madame Tani Lankoandé apporte une nouvelle preuve que les techniques agro-écologiques, appliquées avec détermination et ingéniosité permettent d'augmenter la productivité dans le court terme et aussi d'améliorer le sol progressivement. Ce qui conduit à un système de production plus résilient et à la portée de tous, particulièrement les plus démunis.

Gabriela Quiroga et Ingrid Flink

Equipe Internationale d'Appui Prolinnova
<http://prolinnova.net/>

Bourgu Tsuamba

Association Nourrir sans Détruire (ANSD), Burkina Faso ;

Fatoumata Batta

Groundswell International
<http://www.groundswellinternational.org/>

Inoussa Maïga -

Association Burkinabè des Journalistes et Communicateurs Agricoles (ABJCA)
<https://abjca.wordpress.com/>



Fermes écologiques au Burkina Faso : exemples d'une agriculture durable et de résilience

Célestin Poda, Oumarou Seynou

10



Photo : Lancelot

Femme cultivant dans sa parcelle à Bakel, au Sénégal

Le « Mouvement des Paysans sans Frontière » a réussi le pari de démontrer qu'avec une bonne organisation sociale et une détermination, toute portion de terre procure des ressources pour le bien être de l'homme. Sous le label « ferme écologique », ce groupe de producteurs réalise une agriculture intégrée, productive et durable dans la localité à forte densité humaine de Bingo (Burkina Faso), où les terres encroustées sont prédominantes du fait de la pression foncière. Cet article relate l'historique, les acteurs, les techniques et les acquis des fermes écologiques, un modèle d'exploitation des terres qui a relevé à Bingo, le défi de « produire en quantité et en qualité tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles ».

La sécurité alimentaire est l'un des plus grands enjeux de l'adaptation au changement climatique dans les pays en voie de développement comme le Burkina Faso. Cependant, le pays est soumis depuis plusieurs décennies à une forte dégradation de ses ressources naturelles, limitant ainsi le développement de ses productions agro-sylvo-pastorales.

Face à ce défi, des changements fondamentaux doivent être apportés à nos systèmes agricoles. Dans cette perspective, le projet « Accroissement de la Capacité Adaptative des Communautés Locales au Changement Climatique » a eu pour objectif « d'accroître la capacité adaptative des communautés et la résilience des écosys-

tèmes dans les espaces d'influence des massifs forestiers aménagés. ». Mis en œuvre par l'UICN, il a essentiellement soutenu de 2010 à 2015 des microprojets portant des dynamiques pertinentes d'adaptation locales.

Le projet « Renforcement des Capacités d'Adaptation au Changement Climatique des Producteurs par la Création de Fermes Écologiques et la Restauration du Couvert Végétal dans la commune de Bingo » est une illustration. A travers ce projet, l'UICN a appuyé les organisations paysannes à l'image du Mouvement des Paysans Sans Frontière (MPSF) à mettre en place des fermes écologiques. MPSF est un groupement composé d'hommes créé en 1993

qui est devenu par la suite une association mixte avec 52 groupements en 2003. Elle met en œuvre l'initiative des fermes écologiques dans la région de Bingo.

Outre, les bons rendements agricoles qui forcent l'admiration, la disponibilité en fourrage, en bois énergie, en fruits, légumes et feuilles, améliorent la résilience des populations.

Au regard de l'affluence et de l'intérêt des visiteurs, les fermes écologiques de Bingo sont l'exemple d'une nouvelle agriculture, volontaire et adaptée à notre contexte pour une autopromotion paysanne et pour subvenir au besoin alimentaire au Burkina Faso et dans le monde.

L'historique des fermes écologiques et les acquis à ce jour

La dynamique des fermes écologiques à Bingo émane de ZONGO Yéro, un passionné d'agriculture, d'élevage et de la nature. Son petit frère, ingénieur d'élevage, lui fit un jour la réflexion : « si tu nourris bien les animaux, si les animaux nourrissent la

terre, la terre va te nourrir". En méditant cette affirmation mais surtout en cherchant comment cela peut – il se faire, Yéro posera en 1991 les bases d'une exploitation familiale intensive intégrant agriculture, élevage aux arbres sous le label de "ferme écologique". Son défi est de produire en qualité et en quantité suffisantes dans un contexte de pression foncière, d'accélération de l'érosion des sols et de baisse de la pluviométrie. Il renforce le dispositif avec deux légumineuses. En 1992, il introduit le pois d'angols (Cajanuscajan) à partir de Léo, puis le *Gliricidiasepium* en 1994 à la faveur d'un voyage d'études en Côte d'Ivoire. L'introduction en 2013, d'un puits dans l'enceinte clôturée de la ferme occupe efficacement le producteur en inter-saison avec une diversification et un accroissement de rendements significatifs.

Les subventions de l'UICN depuis 2012 ont renforcé la dynamique à travers les 12 villages de la commune : - i) 32 fermes écologiques individuelles; - ii) 2 fermes semencières communautaires dont une est équipée de forage et de moyens d'exhaure solaire pour la maraîcheculture; - iii) 1 ferme communautaire à jardin nutritif et de maraichage équipé de forage et moyens d'exhaure solaire, etc.

La Gouvernance du processus

Afin de soutenir et pérenniser les acquis, MPSF a mis en place le dispositif suivant :

- Trois attestations de possession foncière garantissent la sécurisation des infrastructures communautaires : Jardin nutritionnel (2 ha) ; ferme écologique semencière (5ha) et fermes écologique de production semencière et maraîchère (3 ha) ;
- Quatre comités de gestion des aires et équipements communautaires de production (y compris les moyens d'exhaure des fermes individuelles). Chaque comité applique les termes d'un cahier de charge élaboré et validé en Assemblée Générale;
- Six techniciens spécialistes chargés de former et accompagner les candidats à l'agriculture durable et d'encadrer les stagiaires: deux en intensification Elevage, deux en intensification agricole, deux en production et exploitation sylvicole ;
- Douze femmes assurent la gestion du jardin nutritif en vue d'une amélioration de l'équilibre alimentaire et nutritionnel;
- Dix pépiniéristes assistent tout producteur désireux de créer sa ferme écologique ;

Organisation et objectif de la Ferme Ecologique (FE)

La FE est une exploitation stabilisée d'au moins 1 ha. Individuelle ou communautaire, elle est organisée comme suit :

- un pare-feu circulaire de 10 m de large;
- une haie morte. Dans les fermes individuelles, elle est à base de taillis de branches issues de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) ou d'essences envahissantes dans la zone;
- exemple *Azadiractaindica* (neem). Cette haie est une clôture à grillage tissé plus pérenne pour les fermes communautaires;
- une haie vive à 50 cm de la haie morte constituée d'épineux;
- un brise-vent à 8 cm de la haie vive;
- Des couloirs de *Gliricidiasepium* à intervalle compris entre 12 et 20 m et destinés à enrichir le sol en azote;

Au moins deux fosses fumières/ ha afin d'améliorer les propriétés du sol par l'apport en fumure organique. Diverses techniques DRS/CES sont combinées pour restaurer la fertilité du sol.

L'objectif de la ferme est d'intégrer l'agriculture, l'élevage à la protection de l'environnement afin de produire en quantité et en qualité, tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles. Avec la conviction qu'aucune terre n'est définitivement impropre à l'agriculture, MPSF met en branle une batterie de technologies CES/ DRS pour valoriser toute portion de terre dans l'amélioration de la résilience au CC. En sus de la plantation de légumineuses (*Gliricidiasepium*, *Moringaoleifera*), la restauration des terres encroustées "zipélé" est effective par la fumure organique, les techniques du Zai, de demi-lunes et de cordons pierreux qui favorisent : une augmentation de l'infiltration, une restauration de la végétation herbacée, une augmentation des rendements.

- l'implication effective des responsables communaux, des acteurs techniques (INERA, agriculture, des partenaires au développement, etc.

Des impacts socioéconomiques mais aussi écologiques

Les fermes écologiques ont procuré d'importants changements dans les conditions de vie des producteurs. Dès 1992, Mr Zongo a mis fin aux multiples sollicitations (argent, vivres, etc.) avec son petit frère fonctionnaire. En espace de cinq ans, il a acquis : - i) deux bœufs de production laitière (650 000F CFA), - ii) un taureau de race (600 000F CFA), - iii) une nouvelle moto (Suzuki), - iv) un véhicule, etc.

La grande majorité des promoteurs de fermes ont renforcé leurs équipements de production et enregistré un accroissement de rendements de plus de 200%. Exemple d'Ablassé: trois charretées de céréale récoltées sur 1 ha de terrain jadis inculte. Chez Madi, le rendement est passé de trois sacs à huit sacs de 100kg en une campagne.

Les revenus annuels de l'exploitation des champs collectifs en semences certifiées et de base sont de l'ordre de 4 millions

et devraient atteindre 5 millions d'ici fin 2016. Les prévisions sont de l'ordre d'un million de recette au niveau des fermes écologiques individuelles dotées de puits maraichers.

Du côté des productrices, les acquis très diversifiés, vont du renforcement des moyens de production (achat de bœufs de trait à 200 000 F), à l'amélioration des conditions de vie. Salamata Kaboré du groupe chargé de la ferme à jardin nutritif et maraîcheculture confia en mai 2015 : « avant la promotion des fermes écologiques, nous coupions le bois pour vendre afin de survivre. A l'époque, les agents des Eaux et Forêts nous pourchassaient à travers les brousses. Maintenant, nous vendons nos productions et nous arrivons à subvenir aux besoins de nos familles respectives notamment la scolarité, l'habillement et les soins sanitaires ». outre l'amélioration des revenus, l'alimentation familiale a connu une nette évolution grâce aux feuilles et légumes fraîches.

Depuis 1994, l'épouse de ZONGO, n'a plus coupé du bois en brousse. Le bois de chaque opération de taillis du *Gliricidia* procure au-delà de la consommation domestique, des revenus pouvant atteindre 150 000 F CFA.



Photo : Lancelot

Une femme travaillant dans son périmètre maraîcher au village de Sinthiou Bambambé, Sénégal

12

D'autres effets pertinents sont observés tels :

- l'accroissement de la diversité et la disponibilité du fourrage des animaux;
- l'amélioration de la cohésion sociale par une forte réduction des dégâts d'animaux sur les cultures ;
- la réduction progressive de l'exode vers les villes. Les revenus générés favorisent le maintien d'hommes et de femmes dans leur famille tout au long de l'année.

Sur le plan écologique, on peut aussi noter :

- la diminution des coupes abusives du bois par les femmes (pour consommation domestique et génération de petits revenus par la vente de bois) grâce au développement du maraîchage et à la disponibilité du bois de chauffe issu de taillis des légumineuses;
- la lutte contre la divagation des animaux par la disponibilité du fourrage ligneux (*Gliciridiasepium*, *Cajanuscajan*);
- la restauration des terres dégradées et la valorisation de terrains nus jadis incultes par des technologies adaptées (*zaï*, demi-lunes, cordons pierreux, fosses fumières, plantations de légumineuses);
- la diminution des défrichements saisonniers à vocation agricole grâce aux fermes écologiques.

Vers une mise à l'échelle des savoirs locaux

Les fermes écologiques sont basées sur des techniques et savoir-faire paysans, fondements d'une agriculture intégrée écologique et durable. La promotion des fermes est aussi un exemple d'apprentissage mutuel entre agriculteurs, techniciens et chercheurs. Cette conviction a été formulée par Sawadogo Moumini, chef de programme UICN Burkina Faso au regard des acquis lors de la visite commentée de mai 2015 : « les communautés ont un savoir-faire qui demande à être soutenu, à être mis en exergue, à être accompagné ».

Il est possible d'arrêter la surexploitation et les cercles vicieux induits par les pratiques de gestion destructives, et de préserver la santé humaine, de soulager la faim et le désespoir. Cela requiert l'amélioration des capacités adaptatives des populations à travers la consolidation des pratiques porteuses de résilience et leurs mises à échelle. L'expérience des fermes écologiques comme base d'une agriculture écologique doit être généralisée dans les pays en voie de développement comme le Burkina Faso. Selon (Badgley et al, 2007)¹, l'agriculture écologique peut produire jusqu'à 80% de plus à l'hectare. C'est la seule qui sera capable d'ici à 2050

¹Badgley, C., Moghtader, J., Quintero, E., Zakem, E., Chappell, M. J., Vazquez, K. A., Samulon, A., Perfecto, I. 2007. Organic agriculture and the global food supply. Renewable Agriculture and Food Systems 22 : 86 – 108. URL : http://www.organicvalley.coop/fileadmin/pdf/organics_can_feed_world.pdf téléchargé le 23/09/2015;

de nourrir toute la population mondiale en installant partout où cela est nécessaire des petites fermes locales très productives.

Célestin Poda

Ingénieur des Eaux et Forêts,
Chargé du suivi évaluation du projet CC/ASDI/UICN
Contact e-mail : Celestin.PODA@iucn.org

Oumarou Seynou

Ingénieur des Eaux et Forêts,
Chargé du projet CC/ASDI/UICN
Oumarou.SEYNOU@iucn.org

Visitez
la page web
de AGRIDAPE
[http://www.iedafrique.org/
agridape.html](http://www.iedafrique.org/agridape.html)
retrouvez AGRIDAPE sur notre
page facebook IED AFRIQUE

Leadership et autonomisation des femmes rurales au Sénégal : quelques exemples de pratiques écologiques

Maimouna Diène



Photo : Maimouna Diène

Tiné Ndoye, Présidente du Réseau national Femme Rurale Sénégal dans son périmètre maraîcher.

13

Le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire et le développement de l'agroécologie est indéniable. Au Sénégal, elles sont les pionnières de l'agroécologie à travers le micro-jardinage. Dans cet article, Maimouna Dieng revient sur diverses initiatives en faveur de l'agroécologie menées par des femmes et leurs organisations au Sénégal. Cet article est basé sur une étude récente réalisée par Pesticide Action Network (PAN) Africa qui consistait à diffuser les bonnes pratiques agricoles des femmes agricultrices du Sénégal.

Les femmes jouent un rôle essentiel dans la production agricole dans de nombreux pays en développement. Ainsi, dans les pays à faible revenu où l'agriculture assure en moyenne 32% de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et où quelque 70% des pauvres vivent et travaillent en milieu rural, les femmes constituent une part considérable de la main-d'œuvre agricole et produisent la plupart des aliments consommés localement (FAO, 2010-2011). La FAO (2011) estime que les femmes produisent 60 à 80 % des aliments de consommation familiale dans la plupart des pays en développement et sont responsables de la moitié de la production alimentaire mondiale.

Si la tendance générale est aujourd'hui à l'urbanisation, la population sénégalaise reste encore dans sa grande majorité rurale (plus de 60%). Les femmes rurales représentent 52% de la population (ANSD, 2009). En dépit de leur poids démographique sous-tendu par un potentiel productif reconnu pour le développement économique et social du pays, la place réservée à la femme ne reflète pas son importance stratégique. Depuis presque deux décennies, l'approche écologique est de plus en plus reconnue par les agriculteurs comme solution durable au développement agricole et au développement dans son sens large du terme. C'est ainsi que de nombreuses organisations non-

gouvernementales et organisations paysannes ont adopté l'agriculture biologique ou agroécologique.

Un certain nombre d'organisations non-gouvernementales dont PAN Africa ont effectué un travail de sensibilisation et de formation sur les dangers liés à l'utilisation abusive des engrais et pesticides de synthèse. C'est dans cet environnement que l'agriculture biologique ou écologique s'est fait peu à peu une place.

Pendant longtemps, les détracteurs de l'agriculture écologique ou biologique l'ont qualifiée d'agriculture de femmes» et considèrent que ces techniques ne sont pas applicables aux grandes surfaces. Aujourd'hui encore, les techniques assimilées au niveau des blocs maraîchers sont très peu appliquées dans les exploitations familiales orientées sur les cultures céréalières et à l'arboriculture. En diffusant les connaissances et en favorisant les connexions, les groupes de femmes aident à construire des connaissances agricoles empiriques, à améliorer leur autonomie par la production alimentaire et à partager

les techniques d'amélioration des rendements.

L'agroécologie est un thème dont on entend beaucoup parler et pourtant peu connu. Selon Olivier De Schutter (Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation), « l'agroécologie est l'application des concepts, principes et méthodes visant à l'établissement d'agrosystèmes durables ». Une approche agro-écologique apporte divers avantages sociaux, économiques et environnementaux. L'agroécologie rend également plus autonomes les agriculteurs qui consolident l'économie de leur exploitation en s'émancipant des groupes industriels distributeurs d'intrants (semences, engrais, pesticides) à un prix fixé selon leur bon vouloir.

Les femmes promeuvent l'agriculture écologique au Sénégal comme alternative crédible au modèle agricole conventionnel dans une logique de développement durable et de sécurité alimentaire.

Cette publication a été faite dans le cadre du programme « Finding Leadership and Opportunities for Women » (FLOW) qui œuvre notamment, pour l'autonomisation, la capacitation des femmes, la valorisation des connaissances et pratiques agricoles des femmes rurales. Les activités sont coordonnées par Pesticide Action Network Asie et Pacifique (PAN AP) basée à Penang en Malaisie.

Quelques expériences d'agriculture écologique des femmes rurales au Sénégal

La Fédération des Femmes Producteurs Maraîchers des Niayes (FFPMN) compte plus de 700 femmes rurales. Un groupe de femmes de la fédération exploitent un champ collectif à Sangalkam d'une superficie de deux ha qui a été mis à leur disposition par la Fédération des producteurs Maraîchers des Niayes (FPMN) dans le but de les rendre autonome et de valoriser leurs pratiques agricoles.

Elles y cultivent principalement de la pomme de terre. Pour la première campagne, le semis a eu lieu en janvier 2015 et la récolte en Avril 2015. Elles ont utilisé au total 675 Kg de compost environ (80 sacs), en plus de dix sacs de fumier comme engrais et fertilisants naturels. La préparation du sol a été une étape importante; elles ont remué le sol et arrosé avant le semis grâce à l'appui d'un technicien.

La culture de la pomme de terre est effectuée d'octobre à décembre. La récolte de la première campagne (2015) a permis d'avoir une production de plus de onze tonnes. Toute la production a été écoulée sur plusieurs marchés au Sénégal. Après la vente de la production, elles ont remboursé le fumier, les semences qui avaient été pris à crédit et avec le reste de leur

argent, elles comptent acheter une pompe immergée pour faciliter l'arrosage, des semences et des engrais pour la production de la prochaine campagne.

Le CEEDD et les femmes au cœur du micro-jardinage écologique

Le Centre d'Ecoute et de Développement Durable (CEEDD) a été créée en 2005 par Mme Seck avec la participation de 5 groupements de femmes engagées dans le développement de leurs communautés. Mme Seck à travers le centre a initié des formations aux techniques de micro-jardinage qui permettent la culture hors sol de légumes et d'herbes aromatiques dans les habitations et établissements scolaires. La culture se fait sur des tables dans les locaux de CEEDD et elles cultivent des légumes locales et à moindre coût car elles utilisent des engrais organiques et les déchets ménagers (arrêtes de poissons, légumes...) comme fertilisants.

Les cultures biologiques s'inspirent du cycle naturel des plantes ; elles sont des solutions adaptées aux sols stériles, à l'insuffisance de ressources en eau ou d'espaces de culture.

Le micro-jardinage est pratiqué en système flottant avec de plaques de polystyrène et de mousses, sur sol (mélange de terre et de fumier ou de compost d'ordures ménagères) ou encore sur substrats solides (coques d'arachide, balles de riz et cailloux). Les cultures hors sols sont installées sur :

- des bacs en bois (de formes carrées, d'un mètre de côté avec une profondeur d'environ, 20 cm, supportés par des piétements en bois),
- des matériaux de récupération (pneus, bidons, plastiques),
- des caissons vides de poisson.

Le micro-jardinage procure une nourriture diversifiée et de proximité pour les familles, en plus d'être une source de revenus. Actuellement, plus de 300 femmes sont impliquées et participent aux activités de micro-jardinage, à la transformation et la commercialisation des légumes et fruits.

Le Réseau National des femmes Rurales du Sénégal (RNFRS)

Le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal (RNFRS) regroupe 135 organisations de base et quinze organisations dans les onze régions du Sénégal. Le RNFRS regroupe des femmes actives dans l'agriculture et Mme Tiné Ndoye en est un bel exemple. Tiné Ndoye exploite six ha de terre et y cultive avec ses enfants du poivron, de la tomate, des oignons verts, des choux et du piment etc. Elle fait aussi de l'arboriculture. Son système d'arrosage

repose sur deux petits forages et deux motopompes. Les bénéficiaires tirés de la récolte ont permis d'acheter le système goutte à goutte.

Avec les formations en agriculture saine et durable dont elle a bénéficié en plusieurs occasions en Afrique et dans le Monde, elle n'utilise plus que des bios pesticides dans son champ. Elle emploie les bouses de vache, du compost pour fertiliser la terre et le neem comme bio pesticide pour traiter et lutter contre les ennemis qui s'attaquent aux cultures.

Le chou qu'elle a cultivé lors de la campagne 2014/2015 permis de récolter 110 sacs vendus sur les marchés de Dakar. Après la vente de sa production, elle a fait une recette de plus de trois millions de F CFA.

Expérience des femmes de Malam-Hoddar (Tambacounda, Sénégal)

La zone de Tambacounda est un site où le développement du maraîchage est confronté à plusieurs contraintes, notamment le manque d'eau, la température élevée et surtout l'insuffisance de connaissances des bonnes techniques de production. De nombreuses femmes de la région de Tambacounda participent à la valorisation des excédents d'eau des forages pour le maraîchage. Depuis fin 2014, les femmes du GIE Deggo exploitent un périmètre maraîcher financé par l'ASBL Malem-Auder de la Belgique. La parcelle d'environ 5000 m² a permis aux membres du GIE d'expérimenter la pratique du maraîchage. La parcelle a été subdivisée en 45 planches de culture, soit une planche par femme active avec des plantations de maïs comme brise-vent.

Les principales cultures sont: la menthe, la tomate, le bissap, le niébé, le gombo, la patate douce, la laitue, la betterave, l'aubergine, le piment, le concombre, l'aubergine amère... A ces cultures maraîchères on peut ajouter des arbres: Moringa oleifera, papayer, mangouier. Les intrants utilisés sont naturels: feuilles de neem et d'Eucalyptus comme bio pesticides; coques d'arachides et déjections des animaux comme fumier. Les recettes obtenues du maraîchage ont été de 119 085 F CFA. Chaque bénéficiaire du périmètre verse la moitié de son revenu pour l'exploitation, l'autre moitié est versée à la caisse pour préparer la prochaine campagne et mener d'autres activités parallèles.

Des résultats satisfaisants et des bénéficiaires non négligeables pour les membres

Au Sénégal, l'insécurité alimentaire est un problème majeur en milieu rural. Ceci explique pourquoi les groupes de femmes rurales qui pratiquent l'agriculture éco-

logique ont comme priorité d'améliorer et d'augmenter la production d'aliments variés susceptibles d'être consommés par leurs propres familles et communautés. Ces groupes ont donc acheté des matériels et des outils agricoles, introduit des systèmes d'irrigation et diversifié les cultures. Grâce aux nouvelles réformes foncières, plusieurs groupes sont devenus officiellement propriétaires de terres, leur garantissant une production agricole pour de nombreuses années à venir.

L'impact sur l'éducation et la santé familiales

Les interviews réalisées dans le cadre de cette étude, ont montré que les femmes qui s'activaient dans la production contribuent de manière significative aux revenus du foyer. Mieux, elles utilisaient toujours toutes les ressources supplémentaires pour envoyer leurs enfants à l'école et s'assurer qu'ils ne manqueraient ni de livres, ni de vêtements, ni de fournitures scolaires. Plus de moyens étaient investis dans la santé, l'achat d'aliments supplémentaires, ou pour faire des menus travaux dans la maison. En outre, le statut des femmes rurales s'est amélioré considérablement au sein de leurs familles et de leurs communautés. Les témoignages recueillis ont signalé également une diminution des cas de violence domestique et une plus grande autonomie de ces femmes agricultrices.

Quelques facteurs limitants

D'après les agricultrices, le marché n'est pas ouvert aux produits issus de l'agriculture écologique. En effet, les politiques agricoles sont surtout favorables aux cultures de rente destinées à l'agro-industrie. Ainsi, grâce aux soutiens dont elle bénéficie, l'agriculture d'exportation met sur le marché des produits moins chers que ceux produits localement de manière agro-écologique. Or, dans un contexte de pauvreté, les produits les moins chers auront la préférence des consommateurs. C'est pourquoi des politiques agricoles qui soutiennent la production agro-écologique sont indispensables à la souveraineté alimentaire et nutritionnelle des pays en développement.

Conclusions et recommandations

Les femmes, à travers leurs activités agricoles mais aussi à travers leurs activités liées à la reproduction, jouent un rôle fondamental dans la nutrition et la sécurité alimentaire de la famille. L'agriculture écologique réduit la dépendance aux intrants tout en améliorant la fertilité des sols, la productivité et la biodiversité. Les pratiques écologiques offrent aux agricultrices un meilleur contrôle et leur permettent de répondre à leurs propres besoins et d'aug-



Photo : Maimouna Diene

Ces femmes préparent le sol pour la culture hors sol

menter leurs revenus tout en atténuant leur exposition aux chocs climatiques. Face aux nombreuses difficultés qu'elles rencontrent, des recommandations sont formulées:

• Renforcement des capacités des productrices

Il est nécessaire de renforcer les capacités des femmes sur les pratiques et techniques agro-écologiques. Ce qui favoriserait le partage des connaissances pour accroître la production agricole de manière durable du point de vue culturel, écologique et financier. Cela passe par l'innovation, la science et la technologie, en vue de renforcer la production agricole et d'améliorer les conditions de vie économique des femmes. Des investissements et un cadre politique favorables sont nécessaires pour une démultiplication de ces approches à une grande échelle.

• Mettre en place des mesures nécessaires pour que les femmes puissent se faire entendre et soient représentées

Dans toutes les organisations de producteurs rencontrées, peu de femmes sont membres individuels. Elles adhèrent, dans leur grande majorité, par le biais des groupements féminins par le jeu de la représentativité démocratique, elles accèdent difficilement aux postes de responsabilité. Il serait pertinent de veiller à ce que plus de femmes rurales et productrices soient élues dans les conseils départementaux, régionaux et autres institutions locales qui décident de la procédure d'allocation des ressources agricoles et de formulation des politiques agricoles locales.

• Renforcer le leadership et développer la connexion entre groupes de femmes

Vu le rôle important des femmes dans l'agriculture, il urge de construire le leadership des femmes rurales et des réseaux et attirer des financements supplémentaires pour leurs groupes. Les activités en milieu rural doivent être associées à des actions de plaidoyer en vue que les décideurs et les partenaires techniques et financiers changent les politiques pour une réelle prise en charge des problématiques des femmes dans l'agriculture au sens large.

Maimouna DIENE

Chargée de programme

PAN Africa

Email : maimounadiene@pan-afrique.org

Références bibliographiques

- Recherche & Plaidoyer, n°10. Plaidoyer pour le genre dans l'agriculture et la souveraineté alimentaire, Le Monde selon les femmes, Cief genre du Monde selon les femmes, 2011, p.8
- FAO, (2011). La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Le rôle des femmes dans l'agriculture, combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement, 174 p.
- ANSD, 2009 : situation économique et sociale 2008, 272 pages.
- Olivier de Schutter, "Agroécologie et le droit à l'alimentation", Rapport présenté à la 16ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Mars 2011. Consultable en ligne à l'adresse suivante: http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf
- PAN Africa (Juin 2015). Quelques expériences agricoles des femmes rurales au Sénégal, 16 p.



Promotion de l'agroécologie au Sénégal : la Fondation New Field appuie des associations féminines en Casamance

16



Photo : Awa Toukara

Marche des membres d'ASPSP au Forum Social Mondial de Dakar

En Casamance, une région du Sud du Sénégal à vocation agricole mais centre de la rébellion armée, les femmes et leurs organisations font face à d'énormes contraintes pour assurer leurs activités de production agricole. Pourtant elles sont les garantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein de leurs ménages. C'est ainsi que la Fondation New Field a mis en œuvre un vaste programme de soutien aux associations de femmes rurales, pour renforcer l'égalité des sexes et fournir des ressources qui facilitent le bien-être de la famille et de la communauté.

Un contexte de développement difficile

Connue pour ses ressources naturelles riches et la fertilité de son sol, la Casamance, région située au sud du Sénégal, a longtemps approvisionné le reste du pays avec une surabondance de nourriture. Cependant, durant le régime colonial et la période postindépendance, les ressources de la Casamance furent détournées au profit de l'élite au pouvoir, laissant la population locale dans des difficultés

économiques extrêmes. La marginalisation touchait particulièrement la majorité Diola, qui diffère du reste du pays par ses cultures et pratiques religieuses – un système social égalitaire et décentralisé, qui accorde la priorité aux femmes et leur octroie un rôle de premier plan dans la production alimentaire.

Dans les années 1970, l'aide internationale a afflué dans le pays en réponse aux graves sécheresses sahéliennes, mais dans les années 1980, les programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale

et du FMI ont eu un impact négatif sur le financement public pour l'agriculture au Sénégal. Depuis 1982, l'émergence d'un mouvement de rébellion armée pour l'indépendance de la Casamance a donné lieu à vingt années de violent conflit avec les forces gouvernementales, qui ont conduit à la destruction de villages, au déplacement de dizaines de milliers de gens et à la stagnation de l'économie locale, dynamique par le passé.

Depuis l'accord de paix de 2004, les femmes qui sont rentrées dans les vil-

lages et sont retournées à l'agriculture en Casamance développent leurs propres organisations paysannes et leurs réseaux pour tirer profit de nouvelles opportunités: le droit à la propriété foncière, un processus de décentralisation qui donne plus de pouvoir de décision et de ressources aux communautés rurales et le financement international pour améliorer les routes et augmenter l'accès aux marchés.

Cependant, diverses contraintes persistent pour les agricultrices, telles que les mines qui n'ont pas été dégagées des rizières, la salinisation du sol, le poids du travail domestique, l'analphabétisme, le manque d'accès aux capitaux, la non inclusion dans la formulation des politiques agricoles et des priorités au plan national, et la forte pression du gouvernement et du secteur privé pour l'adoption des méthodes d'agriculture qui favorisent la dépendance à l'égard des semences hybrides et autres intrants extérieurs.

Appuyer les associations de femmes

Les donateurs et les organismes de développement sont souvent réticents à accorder un financement direct aux groupes de femmes rurales. Entre 2006 et 2012, New Field Foundation, basée aux États-Unis, a

mis au point un programme novateur, en collaboration avec des partenaires locaux, afin d'accorder des subventions communautaires aux associations de femmes rurales pour les activités agricoles, les technologies durables et le partage des connaissances.

Entre 2006 et 2012, New Field Foundation a fourni 90 subventions à 20 organismes à but non lucratif, au service des femmes rurales en Casamance, pour un total de 3,5 millions de dollars. À leur tour, six des associations bénéficiaires ont attribué 257 subventions communautaires, totalisant plus de 1,3 million de dollars et profitant à 116 associations de femmes rurales.

L'identification et le suivi des progrès au sein des associations de femmes rurales en Casamance sont un défi, puisque le changement se produit lentement, surtout à cause des contraintes culturelles. Néanmoins, certains changements positifs rapides se produisent lorsque les femmes rurales s'organisent, identifient les problèmes et trouvent des solutions, comme par exemple élire plusieurs de leurs représentantes au Conseil municipal pour influencer le budget du district rural, ou installer une décortiqueuse de riz qui réduit le travail domestique de quelques heures à quelques minutes.

Une évaluation publiée en 2014 par New Field Foundation a enquêté sur 379 femmes bénéficiaires de subventions. Elle a montré que l'octroi de 5 000 dollars par an, pendant au moins deux ans, aux organismes communautaires des femmes a amélioré le bien-être des participantes et de leur ménages, ainsi que leur stabilité économique. Parmi les avantages, l'éducation des enfants, la santé et l'alimentation ont été particulièrement améliorées. Par exemple, pour 72% des femmes interrogées, les activités subventionnées les ont aidées à mieux répondre aux besoins de santé de leur famille. En ce qui concerne l'alimentation, 78% des femmes ont déclaré que les activités soutenues par les subventions ont amélioré la nutrition familiale, 55% ont déclaré une meilleure qualité des aliments et 36% ont augmenté les quantités de nourriture de leur foyer. AJAC-Lukaal estime que les membres de ses réseaux qui reçoivent des subventions produisent 60% de leurs besoins alimentaires. Malgré ces améliorations, certaines difficultés persistent pour l'approvisionnement de la Casamance rurale en nourriture, où, particulièrement pendant la période de soudure, les familles ont du mal à assurer trois repas quotidiennement.

Profils des organisations subventionnées

Comité Régional de Solidarité des Femmes pour la Paix en Casamance, CRSFPC/USOFORAL

En 1999, les organisations de femmes se sont réunies lors d'un forum qui a conduit à la naissance du Comité Régional de Solidarité des Femmes pour la Paix en Casamance /USOFORAL — ou « tenons-nous main dans la main » dans la langue Diola. Le comité met ses membres en relation avec des partenaires financiers et techniques. Il soutient également un réseau d'associations de femmes rurales, REFECE, qui compte plus de 1 000 membres dans 24 groupes ruraux à travers quatorze villages.

Association Sénégalaise de Producteurs de Semences Paysannes (ASPSP)

Un certain nombre d'associations agricoles féminines reçoivent une formation sur les pratiques agro-écologiques de l'ASPSP, qui relie quinze organisations agricoles régionales, avec un total de 63 000 membres, majoritairement des femmes. ASPSP favorise l'autonomie en semences, en collectant et en encourageant la production de variétés de semences locales. L'organisation tient une foire annuelle de la semence au Sénégal et, tous les deux ans, elle organise une

foire de la semence Ouest Africaine à laquelle prennent part des agriculteurs de toute la région. ASPSP aide les associations de femmes à construire des connaissances agricoles empiriques, à améliorer leur autonomie dans la production alimentaire et à diffuser des techniques agro-écologiques d'amélioration des rendements.

World Education

La radio communautaire est un moyen important pour les associations de femmes rurales. En 2007, World Education a créé un réseau de radios locales, promouvant la paix et le développement. Ces radios appartiennent et sont gérées par les organismes communautaires locaux, et beaucoup promeuvent une agriculture durable. Elles donnent la parole aux agriculteurs, femmes et hommes, avec un large partage des pratiques agricoles locales et des débats sur les nouvelles technologies.

Association des Jeunes Agriculteurs et Éleveurs du Département d'Oussouye (AJAEDO)

AJAEDO est une association de jeunes agriculteurs et éleveurs. 75% de ses membres sont des femmes. AJAEDO accorde des subventions communautaires

et assure la formation à ses 21 groupes communautaires, pour la production agricole, le maraîchage, la création de boutiques communautaires et d'autres activités qui permettent aux femmes rurales d'accroître leurs ressources alimentaires et leur revenu. En 2008 et 2009, AJAEDO a conduit avec succès un projet pilote auprès de cinq associations de femmes, utilisant des pompes solaires et l'irrigation au goutte à goutte pour produire des légumes biologiques, ce qui a permis une réduction considérable de la charge de travail pour les femmes et une augmentation des rendements. AJAEDO a élargi le procédé à dix autres groupes de femmes en 2011.

Association des Jeunes Agricoles de Casamance (AJAC-Lukaal)

AJAC-Lukaal fournit des services agricoles et techniques aux associations rurales et contribue à transférer les subventions des donateurs internationaux aux communautés rurales. AJAC-Lukaal a quelque 3 500 agriculteurs membres, dont 75% de femmes. De 2006 à 2010, l'organisation a accordé trente-six subventions de 5 000 dollars à 16 groupes de femmes rurales. Ces associations ont utilisé ces subventions à des fins diverses: installation de pompes solaires pour l'irrigation

goutte à goutte, production d'engrais organiques, amélioration de la conservation des semences, construction de puits, mise en place de systèmes d'irrigation et construction de clôtures de protection des champs. Tous les bénéficiaires reçoivent la formation aussi bien en techniques d'agriculture biologique qu'en gestion financière et gestion de projets. Parmi les bénéficiaires de l'AJAC, six associations de femmes se sont engagées dans un processus d'obtention de titres fonciers sur les terres qu'elles cultivent. Cela a inspiré les femmes des villages voisins, qui ont demandé à leurs dirigeants de leur accorder la propriété des terres qu'elles cultivent.

Comité d'Appui et de Soutien au Développement Economique et Social des régions de Ziguinchor et de Kolda (CASADES)

CASADES travaille actuellement avec 62 groupes de femmes rurales pour

promouvoir l'agriculture, l'élevage et le commerce, et particulièrement pour soutenir la riziculture pour la consommation domestique et la commercialisation.

DIRFEL-Kolda

DIRFEL-Kolda est une branche de l'Organisation nationale des femmes de la Casamance, DINFEL. Son objectif est d'accroître le rendement des femmes propriétaires de petites exploitations d'élevage. La plupart de ses 200 femmes membres sont des principaux soutiens des familles, collectivement responsables de quelque 7 000 personnes dans leurs foyers. Les activités consistent en la formation des femmes en élevage traditionnel, au développement des compétences en business, à l'augmentation de la participation civique et au soutien à la sécurité sanitaire et alimentaire de la famille à travers la production biologique de fruits et

légumes pour la vente et la consommation domestique

Forum pour un Développement Durable et Endogène (FODDE)

FODDE favorise la sécurité alimentaire pour les ménages pauvres, l'égalité d'accès aux services sociaux de base et le renforcement des capacités des organisations communautaires dans la région de Kolda, une zone d'immigration dont l'approvisionnement alimentaire est en baisse à cause de la déforestation et de la mauvaise gestion des terres. Actif dans 70 villages, FODDE a un impact direct sur environ 26 000 personnes. Les subventions communautaires - en moyenne de 5 000 dollars - permettent aux associations de femmes de cultiver des légumes, de produire du riz et de l'huile de palme, et d'exercer d'autres activités qui améliorent leur qualité de vie.

Des résultats satisfaisants

Favoriser l'autonomisation des femmes rurales en Casamance

18

Les subventions attribuées aux femmes et leurs associations leur ont permis d'effectuer des investissements pour favoriser leur autonomie et développer des activités génératrices de revenus.

Entre autre, les groupes de femmes rurales du programme de subventions communautaires ont :

- Acheté des semences, du bétail et les équipements agricoles de base, qui ont considérablement augmenté la production alimentaire, la nutrition et le revenu communautaire; augmenté la superficie des terres cultivées collectivement par le groupe, de quelques hectares à plusieurs centaines d'hectares.
- obtenu des titres fonciers officiels pour assurer la possession du groupe enregistré pour les activités agricoles collectives; acheté, installé et entretenu des technologies agricoles durables pour accroître les revenus du groupe et réduire le travail des femmes. L'équipement est constitué de pompes solaires, de plateformes multifonctionnelles et de décoratives de riz.
- introduit des activités pour traiter et ajouter de la valeur aux produits cultivés localement, avec USOFORAL, qui a installé une usine de production de vinaigre à partir des excédents de mangues. L'usine peut produire 30 000 litres par an de vinaigre « La Délice », qui est commercialisé au Sénégal et dans les pays voisins. Les bénéfices engrangés supportent les coûts de l'exploitation d'USOFORAL et des membres des groupes.



Membres de CASADES montrant avec fierté leur récolte d'oignons

Photo : Oakland Institute

- planté et récolté une plus grande diversité de cultures pour la consommation locale, tels que le chou, la carotte, le gombo, l'oseille, le pamplemousse, la mangue et l'orange. La production utilise des semences traditionnelles de Casamance ainsi que des variétés de semences améliorées d'autres régions du Sénégal.
- partagé des connaissances pour accroître la production agricole de manière durable du point de vue culturel, écologique et financier.
- fourni la formation et le soutien à 500 femmes pour mettre en place un programme de micro finance et d'épargne combiné avec l'information sur la santé.
- veillé à ce que trois femmes rurales soient élues dans les conseils départementaux et autres institutions locales qui décident de la procédure d'allocation

des ressources agricoles et de formulation des politiques agricoles locales.

- maintenu le contact avec les membres des conseils départementaux pour les informer des questions des femmes rurales.
- construit le leadership des femmes rurales et des réseaux et attiré des financements supplémentaires pour leurs groupes.

Note :

Cette étude de cas a été produite par l'Oakland Institute. Elle est co-publiée par l'Oakland Institute et l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique (AFSA). Une collection complète d'études de cas est disponible à www.oaklandinstitute.org et www.afafrica.org.

Site web de la Fondation : www.newfieldfound.org

Entretiens-portraits avec des femmes promotrices de l'agroécologie

Travaillant selon les principes de l'agroécologie, les femmes du monde entier appliquent de nouvelles pratiques novatrices dans l'alimentation et l'agriculture. Le magazine AGRIDAPE partage ici le portrait de trois femmes africaines, paysannes et leaders du mouvement en faveur de l'agroécologie. Elles partagent ici leurs points de vue sur l'agriculture durable

Mariama Sonko,
agricultrice au Sénégal

« Nous sommes la solution »

« En tant que paysannes, nous rejetons l'agriculture qui pollue avec des produits chimiques, des pesticides et des OGM. C'est un combat difficile parce que nous avons peu de ressources pour lutter contre les multinationales. « Nous sommes la solution » est une campagne menée par les femmes rurales, comme moi, du Sénégal, du Burkina Faso, du Mali, du Ghana et de la Guinée. Notre vision est de promouvoir les connaissances ancestrales et de mettre la pression sur notre gouvernement pour qu'il prenne au sérieux la préservation de notre agriculture paysanne.

L'agroécologie protège tous les êtres vivants

et prend en compte la dimension sacrée de la nature. Ce sont les femmes qui préservent les semences - l'âme de la population paysanne. Nos semences sont anciennes, et chacune d'elle est liée à un certain terroir. La pratique traditionnelle de la sélection des semences préserve l'environnement et entretient la biodiversité, tout en utilisant nos ressources qui sont abordables et accessibles. Pour y parvenir, nous menons également des campagnes pour que les femmes accèdent à la propriété foncière et nous expliquons aux hommes pourquoi cela est important.

Au Sénégal, « Nous sommes la solution » a établi une plateforme de 100 associations communautaires. Nous avons maintenant un champ-modèle et un magasin où nous vendons les produits issus de ce champ. Les femmes de notre mouvement font la promo-



Mariama Sonko de l'organisation
Nous sommes la solution

tion de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire comme étant le seul système viable pour une vie saine et un environnement protégé. »

Entretien réalisé par Simone Adler & Beverly Bell

Esther Malya,

agricultrice et éleveuse en Tanzanie

« L'agroécologie est une façon de produire de la nourriture culturellement acceptable »

« Je suis agricultrice, leader, formatrice et mère. Je dispose d'une parcelle d'un peu plus d'un hectare où je cultive de la nourriture et pratique l'élevage.

Je suis membre du conseil de MVIWATA, une organisation faitière nationale qui unit les petits exploitants agricoles de la Tanzanie. Au niveau de MVIWATA, les femmes se réunissent pour discuter des problèmes liés à notre société patriarcale, à l'autonomisation des femmes, à la santé, à la famille et à l'agriculture. Nous prônons également l'agroécologie

en tant que solution pour utiliser les ressources disponibles dans notre environnement afin de produire de la nourriture culturellement acceptable. L'agro-écologie nous évite la dépendance à l'égard des grandes entreprises qui vendent des engrais et des produits chimiques toxiques. Nos mécanismes d'épargne et de



Esther Malya, agropasteur tanzanienne

crédit constituent un énorme soutien pour les femmes agricultrices, car ils nous permettent d'envoyer nos filles à l'école.

Le plus grand défi auquel nous sommes confrontées aujourd'hui est la sensibilisation limitée aux pratiques écologiques et le manque de terres des petits exploitants. Nous sommes absolument contre la promotion actuelle des produits hybrides et OGM et la dépendance qui en découle. Aussi en appelons-nous à notre gouvernement pour qu'il déclare la Tanzanie exempte de ces technologies, et nous encourageons les agriculteurs à utiliser les semences indigènes et les races locales, qui sont facilement disponibles, fiables et abordables. Maintenant que nous sommes très bien organisées, le gouvernement commence à nous écouter. »

Entretien réalisé par Sarah Hobson

Elisabeth Katushabe,

éleveuse en Ouganda

« Grâce aux vaches Ankole, je peux produire ce qui est convenable pour moi »
« J'éleve des Ankole Longhorns traditionnelles, une race de vache forte adaptée à l'environnement difficile de mon pays et résistante aux maladies tropicales. Elle n'a pas besoin d'antibiotiques, contrairement aux vaches Frisonnes Holstein qui sont populaires ici. Traditionnellement, les femmes Bahima ne possédaient pas de bétail ou de terres, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui pour certaines femmes. Les hommes traitent les vaches, les conduisent au pâturage et à l'abreuvoir. Les femmes collectent le lait et décident de la quantité à

boire pour chaque membre de la famille. Nous transformons le lait pour faire du beurre. Nous connaissons les noms de toutes les vaches laitières, nous pouvons identifier une vache malade, nous prenons soin des veaux, nettoyons leurs étables et coupons l'herbe pour les nouveau-nés.

Mon approche de l'élevage de la race Ankole Longhorns est une forme d'agroécologie : elle me permet d'élever mon bétail dans les prairies de la savane de l'Ouganda avec toute sa biodiversité. Mon bétail vit en troupeau comme une famille, ils s'accouplent naturellement et mes veaux têtent leurs mères.

En tant que femme, c'est ça la vie. Je peux gérer mon bétail facilement car la race Ankole est de nature calme. Avec les vaches Ankole, je ne suis pas obligée de me spécialiser soit dans le lait, soit dans la viande, mais je peux



Elisabeth Katushabe,

produire ce qui est le plus approprié pour moi et ma communauté. Et j'espère que les autres vont respecter mes droits en tant qu'éleveuse et apprécier mon rôle et ma contribution à l'économie et à la sécurité alimentaire. »

Entretien réalisé par Janneke Bruil

Site d'une organisation engagée pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel

<http://www.afriqueverte.org/index.cfm?srub=5>

L'Association Afrique Verte International poursuit l'un de ses objectifs qui est l'amélioration de la sécurité et de la souveraineté alimentaires dans la région naturelle du Sahel. Afrique Verte apporte un appui à plus de 1 000 groupements paysans et micro-entreprises féminines du Niger, du Burkina Faso, du Mali et de la Guinée. Elle agit pour la professionnalisation et l'autonomie des acteurs de la filière céréale dans le Sahel, notamment à travers des actions de formation et d'information permettant le renforcement de leurs capacités professionnelles. Il s'agit aussi de les renforcer dans les domaines de la production, de la commercialisation et transformation des céréales locales, leurs capacités organisationnelles pour qu'elles puissent mener des actions de lobbying afin que leurs avis sur les questions agricoles et la définition de politiques favorables au développement d'une agriculture familiale soient pris en compte.

Site web consacré à la pêche artisanale à Mbour (Sénégal)

<http://www.aprapam.org/>

L'Association pour la Promotion et la Responsabilisation des Acteurs de la Pêche Artisanale à Mbour défend les intérêts matériels et moraux de ses membres dont la majorité est composée de femmes. Elle assure ce rôle en partenariat avec le gouvernement et les institutions nationales et internationales. L'association s'implique également dans la définition des politiques pour une pêche responsable et durable qui contribue à la lutte contre la pauvreté, mais également pour une meilleure amélioration des conditions de travail des acteurs et leur implication dans la prise de décision. La pêche artisanale est reconnue comme un moteur du développement économique au Sénégal et un secteur d'investissement prioritaire pour la sécurité alimentaire et l'emploi des couches vulnérables que sont les femmes et les jeunes). L'APAM promeut ainsi les bonnes pratiques des femmes dans ce domaine.

Lien renvoyant à une étude sur le rôle de la femme dans la production agricole au Togo

<http://lodet.tg.refer.org/ahoho/index.php?/345-presentation>

L'article s'appelle « Le rôle de la femme dans la production agricole et la sécurité alimen-

taire au Togo : étude du cas de la région de la Kara ». Pour exprimer le savoir scientifique et la pensée profonde à un profane, on utiliserait À h ð h ð (Ahodo). Voilà pourquoi le vocable a été retenu pour nommer cette revue de géographie que le Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés (LARDYMES) du Département de Géographie (Université de Lomé) se propose de faire paraître annuellement. Au Togo, la femme joue un rôle prépondérant dans l'agriculture et la sécurité alimentaire dans la région de la Kara. Ce rôle s'observe à travers son active participation à tous les niveaux de la production agricole dans l'exploitation familiale, la conservation et la transformation des produits vivriers. Mais, elle rencontre beaucoup d'obstacles dans sa contribution au développement agricole. Parmi ces obstacles, les difficultés d'accès à la terre, au crédit, à l'encadrement agricole, les problèmes de stockage des denrées alimentaires, l'emploi du temps surchargé demeurent les plus importants.

Lien qui renvoie à un article sur la place des femmes dans l'agroécologie

<http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/femmes-mainmenu-39/1045-il-n-y-a-pas-d-agroecologie-sans-les-femmes>

La Via Campesina a produit un article intitulé « Il n'y a pas d'agroécologie sans les femmes! ». L'exclamation témoigne de l'insistance de l'organisation par rapport à la contribution féminine à la promotion de l'agroécologie, en s'appuyant sur un exemple malien. La Via Campesina est le mouvement international qui rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles... Elle défend l'agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Elle s'oppose à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement. Le mouvement regroupe environ 164 organisations locales et nationales dans 73 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. En tout, elle représente environ 200 millions de paysannes et de paysan.

Lien sur un projet promouvant l'engagement des femmes du Niger dans l'agroécologie

<http://www.ceci.ca/fr/regions/afrique/niger/projets-fr-CA/femmes-et-securite-alimentaire-fsa-projet-termine/>

La mission du Centre d'Etude et de Coopération internationale (CECI) est de combattre la pauvreté et l'exclusion. A cette fin, le CECI renforce les capacités de développement des communautés défavorisées. L'organisation appuie des initiatives de paix, de droits humains et d'équité. Il mobilise aussi des ressources et favorise l'échange de savoir-faire. Pour mettre en œuvre le « Femmes et Sécurité Alimentaire (FSA), la CECI a constaté que la cible est particulièrement vulnérable aux pénuries de ressources nourricières, alors qu'elle constitue la main-d'œuvre agricole et à la base de la subsistance familiale quotidienne. C'est d'autant plus vrai au Niger, où près de 60 % de la population subit cette insécurité alimentaire. Ce pays d'Afrique sahélienne connaît des crises alimentaires récurrentes. Par des actions efficaces, le projet FSA est arrivé à réduire l'impact de ces crises.

Lien sur les résultats d'un projet destiné aux femmes paysannes

<http://www.autreterre.org/fr/projects/29-agrecol/86-synthese-du-projet.aspx>

Autre Terre travaille depuis 2010 avec AGRECOL dans des activités d'appui à un système de production et de commercialisation de légumes biologiques via la mise en place de jardins tropicaux améliorés. De ce projet est aussi née la création d'un centre de transformation de céréales qui permet à des femmes de la région de Thiès d'obtenir un revenu et de subvenir aux besoins de leur famille. AGRECOL Afrique est une ONG sénégalaise créée en 2002 dont la mission est de renforcer la vision, la pratique et la promotion de l'agroécologie au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. Elle a pour objectifs de contribuer au développement des connaissances, des pratiques et à l'échange d'expériences en matière d'agriculture biologique, ainsi que de promouvoir l'économie sociale et solidaire.

Lien sur une étude la FAO portant sur la thématique femme et sécurité alimentaire

<http://www.fao.org/docrep/x0228f/x0228f03.htm>

Le département Développement Durable de la FAO a réalisé une étude disponible en ligne qui aborde la question de la sécurité alimentaire « durable » et de la place des femmes. L'étude comprend plusieurs parties dont l'accès aux ressources, la division du travail, leurs besoins de revenus, entre autres. En conclusion, la FAO évoque la nécessité d'ouvrir une nouvelle ère qui consolide la place de la femme dans le combat pour la sécurité alimentaire, si on la veut durable.

BIBLIOGRAPHIE

L'Afrique à l'assaut de l'agriculture

Revue Afrique Renouveau, Département de l'Information des Nations Unies, édition Spéciale Agriculture, 2014, 36 pages



Alors que l'Union africaine déclare 2014 l'année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, cette édition spéciale se penche sur les nombreux défis et perspectives d'avenir de l'agriculture africaine : des enjeux

fonciers aux innovations et investissements dans les technologies de l'information, en passant par le rôle essentiel des femmes dans la lutte contre la faim et la malnutrition. Vous y découvrirez de nouveaux articles, mais également des mises à jour d'articles publiés dans le magazine Afrique Renouveau au cours de ces dernières années. Plusieurs spécialistes des questions agricoles ont contribué à la réalisation de cette édition.

Femmes dans l'agriculture et sécurité alimentaire: comment passer de la rhétorique à la réalité?

Synthèse de la discussion n°67, FAO, mars 2011, 21 pages



Ce document résume les résultats d'une discussion en ligne organisé sur le Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition.

Ce forum a été conçu dans le cadre du suivi du rapport sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (SOFA) 2010-11, en application des recommandations formulées dans ce rapport et relatives à la phase pratique. Pour ce faire, la modératrice de cette discussion, Jennie Dey de Pryck, a organisé le forum autour de trois grandes questions.

1. Quelles politiques ont réussi ou échoué à rétablir l'égalité entre les sexes dans l'agriculture ? Pourquoi et avec quelles conséquences ? Comment pouvons-nous « promouvoir la conception et la mise en œuvre de politiques agricoles sensibles à l'égalité des sexes ?
2. Quels programmes et projets se sont avérés particulièrement novateurs et catalytiques pour renforcer les rôles, la production et les moyens d'existence agricoles des femmes rurales ?
3. Comment pouvons-nous « soutenir les efforts de mobilisation et d'autonomisation des femmes rurales pauvres ?

Sur les trois semaines qu'a duré la rencontre, 75 contributions ont été reçues, provenant pour la plupart d'Afrique et d'Asie. Le document regroupe donc les différentes contribu-

tions apportées à lumière des recommandations du rapport SOFA.

L'Agroécologie, plaidoyer pour une perspective de genre- Lutte contre la malnutrition et pour une souveraineté alimentaire

Charlier Sophie et Nuozzi Cynthia, Le Monde selon les femmes, Bruxelles, 2014, 16 pages



Ce document reprend largement les idées et recommandations développées dans la publication du Monde Selon les Femmes et ses partenaires intitulé : « Perspectives de genre pour l'agroécologie- Regards croisés

sur la souveraineté alimentaire ». C'est pourquoi, nous abordons les enjeux de malnutrition au sein de l'agroécologie à travers sept axes fondamentaux: consommation équitable d'aliments de qualité nutritionnelle, production durable, accès et contrôle des ressources naturelles, valorisation et amélioration des savoirs, travail digne et reconnu avec une sécurité sociale, destination de la production et coresponsabilité familiale et citoyenne.

Les femmes, à travers leurs activités agricoles, d'élevage et de transformation des produits mais aussi à travers leurs activités liées à la reproduction, jouent un rôle fondamental dans la nutrition et la sécurité alimentaire de la famille. Cependant, la distribution des activités économiques et sociales reste en défaveur des femmes rurales et a une influence sur la sécurité nutritionnelle des familles. C'est pourquoi, si l'on souhaite garantir la sécurité nutritionnelle des pays du Sud, il faut tenter de rétablir l'égalité entre les femmes et les hommes, dans un contexte global de souveraineté alimentaire. Telle est l'idée générale de cette publication.

Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale

Des innovations locales et paysannes en Afrique de l'Ouest

Fondation de Fance, CFSI, ROPPA, 56 pages



Écrit à partir des témoignages et expériences de dizaines d'organisations paysannes ou de développement agricole d'Afrique de l'Ouest, cet ouvrage démontre concrètement les capacités d'adaptation et d'innovation de l'agriculture familiale, résultats chiffrés à l'appui. On l'ignore souvent, mais l'agriculture familiale produit l'essentiel de l'alimentation consommée en Afrique de l'Ouest. Or, son rôle n'est pas reconnu ni son potentiel soutenu par les politiques publiques. Pourtant le défi est de taille : le

nombre d'actifs agricoles de la sous-région aura décliné de 15 % en 2050, pour une population qui aura doublé, et même plus que doublé en ville.

Face à ce constat, la Fondation de France et le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) ont lancé le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (PAFAO) en 2009. Centré sur la question « Comment une agriculture familiale durable peut-elle nourrir les villes ? », il accompagne les productrices et les producteurs, leurs organisations collectives et les ONG. Tous innovent pour reconquérir les marchés urbains et renforcer la capacité d'influence du mouvement paysan, au premier chef duquel, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). Les chapitres thématiques de cette publication explorent cinq champs d'innovation : « Améliorer la production », « Créer de la valeur par la transformation », « S'organiser pour agir et peser », « Maîtriser les marchés » et « Accéder au financement ». En dialogue avec ces chapitres, des fiches-innovation analysent les expériences de terrain et quantifient les changements qu'elles produisent. Cet ouvrage contribue à donner leurs lettres de noblesse aux innovations locales et paysannes. On remarquera que les femmes ne sont pas moins dynamiques que les hommes.

Genre et sécurité alimentaire

Vers une sécurité alimentaire et nutritionnelle équitable en termes de genre

Rapport global, BRIDGE, 2014, 108 pages



Ce rapport est le résultat d'un programme auquel aura collaboré un ensemble diversifié de praticiens, de chercheurs, de militants et de conseillers en politiques qui travaillent sur les questions de genre et sécurité alimentaire en Asie, en Afrique, en Europe, en Amérique du Nord ainsi qu'en Amérique Latine. Un Groupe de travail formé d'experts s'est consacré, dès le début du programme, à l'élaboration des messages clés de ce rapport. Les membres ont participé à des discussions face-à-face ou en ligne, donné leur avis sur les premières versions et apporté leurs contributions inestimables du fait de la richesse de leurs connaissances et de leurs expériences. Des activités spécifiques ont été menées dans des pays comme le Malawi et l'Éthiopie. Ont également grandement contribué au contenu et aux messages clés de ce rapport l'expertise, la réflexion et les exemples fournis par la Communauté Mondiale des Praticiens. En collaboration avec le Groupe de travail et les experts qui ont contribué aux programmes pays, ses membres ont participé à une discussion en ligne et fourni les éléments pour l'élaboration de certaines études de cas.

OPINION

Changer la politique africaine vis-à-vis des femmes et de l'agroécologie

Sabrina Nafisa Masinjila



22

Le rôle des femmes rurales et des petits exploitants dans la société africaine a été fortement sous-évalué. Il en est ainsi en dépit du fait que près de 80 % de la population de l'Afrique est tributaire de l'agriculture à petite échelle ; elle est l'épine dorsale de l'économie rurale et les femmes fournissent 70 % de la main-d'œuvre agricole. Il est évident que l'agroécologie est cruciale pour les femmes agricultrices. Maintenant, nous sommes confrontés au défi de découvrir comment promouvoir au mieux ses principes dans un contexte défavorable et comment la pratique peut éclairer les politiques au niveau local et national.

Nous avons observé récemment des changements sans équivoque dans les politiques qui bouleversent l'agriculture africaine pour favoriser une « révolution verte ». Ces politiques encouragent une forme d'agriculture axée sur la monoculture, les intrants externes coûteux comme les produits agrochimiques et les engrais synthétiques, les semences hybrides et ou génétiquement modifiées et l'acquisition de terres à grande échelle. Ces changements dans les politiques sont le résultat de l'alliance du gouvernement avec des institutions comme l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique

(AGRA), des institutions multilatérales, des bailleurs de fonds et des sociétés multinationales qui visent à renforcer la présence des producteurs de surplus commerciaux. Ce constat a été confirmé dans un rapport publié en 2014 par le Centre Africain pour la Biodiversité. Par exemple, les programmes sur les sols et les semences dans le cadre de l'initiative AGRA tendent à favoriser l'introduction des engrais synthétiques, tout en soutenant et en préparant des justifications institutionnelles et techniques pour les partenariats public-privé dans le secteur des semences.

La Nouvelle Alliance du G8 pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN) en Afrique, lancée en 2012, a vu dix pays africains prendre de nombreux engagements politiques afin d'assurer la transformation de l'agriculture au niveau national, avec l'objectif ultime de « sortir 50 millions de personnes de la pauvreté en 10 ans ». L'initiative est largement dominée par les multinationales. Elle oblige les États à réviser leurs politiques et leur législation sur les semences, la terre et la fiscalité afin de sécuriser les investissements.

Ces changements de politiques sont attestés par l'adoption de lois sur la Propriété intellectuelle par les pays africains au niveau national et régional. Ces lois sur les semences confèrent des droits solides aux éleveurs commerciaux tout en limitant les droits des agriculteurs à conserver, à utiliser, à échanger et à vendre des variétés de semences protégées et du matériel de multiplication. Elles favorisent l'utilisation et l'adoption de variétés améliorées

qui sont uniformément cultivées et qui doivent être utilisées avec des produits agrochimiques afin d'atteindre des rendements élevés.

“ Les nouvelles lois restreignent les droits des agriculteurs à conserver, à utiliser, à échanger et à vendre des semences protégées.. ”

Dans le même temps, il y a une acquisition effrénée de la part des gouvernements, de grandes étendues de terres, qui sont par la suite, par le biais de plans de développement agricole, allouées à des investisseurs privés pour des cultures commerciales viables dans les couloirs agricoles. Cette acquisition oblige les petits exploitants agricoles à se déplacer, en particulier les femmes, qui dépendent de cette terre tandis qu'elle force les autres à exploiter des cultures commerciales au détriment des cultures vivrières, ce qui constitue une menace pour la sécurité alimentaire. Ces initiatives et programmes contrastent fortement avec les priorités de la majorité des petits agriculteurs qui pratiquent des techniques agroécologiques et durables, peu coûteuses, simples et efficaces.

Les femmes gardiennes de la souveraineté alimentaire

Dans de nombreuses zones rurales, les femmes gèrent souvent des systèmes de production complexes avec de multiples fonctions, objectifs et espèces. Elles produisent, manipulent et préparent les aliments, tout en étant responsables de la nutrition de leurs familles. Elles constituent la part la plus importante de la main d'œuvre agricole, de la préparation des sols à la récolte. En outre, après la récolte, elles sont presque entièrement responsables des opérations telles que le stockage, la manutention, la commercialisation et la transformation.

Et elles savent comment prendre en charge les besoins du ménage. Par exemple, les femmes soucieuses d'améliorer leur situation introduisent de plus en plus diverses sortes de légumes africains à feuilles aux côtés de leurs autres cultures, dont certaines sont des cultures de rente. Ces légumes sont une composante importante du régime alimentaire des populations

rurales et urbaines. Ils sont abordables et également riches en micronutriments. Ils maintiennent la diversité génétique tout en améliorant la nutrition et les moyens de subsistance. Le Kenya à lui seul compte plus de 200 espèces de légumes africains à feuilles, produits pour la plupart par des femmes.

Ces systèmes de production basés sur la diversité ne sont pas conçus pour maximiser la productivité d'une culture spécifique, mais pour assurer la stabilité et la résilience de l'ensemble du système agricole. Les cultures choisies sont souvent d'une importance commerciale mineure, mais d'une grande importance pour la nutrition des ménages et la sécurité alimentaire. Ce travail essentiel effectué par les femmes est souvent invisible et négligé par les organismes de soutien en raison de son manque d'impact commercial.

La trajectoire actuelle de l'agriculture traditionnelle ne valorise pas ces initiatives des femmes fondées sur les principes de l'agroécologie. Au contraire, elle réduit le rôle des petits exploitants agricoles et des femmes en particulier, et les éloigne du processus de prise de décision en matière de politique et de développement.

Les femmes sont les gardiennes de la conservation des semences, garantissant la sécurité alimentaire et la diversité génétique. Malheureusement, les nouvelles politiques et lois de protection des variétés végétales et des semences marginalisent les femmes et incriminent leurs pratiques séculaires de libre échange de semences. De même, la menace de l'introduction de semences génétiquement modifiées est maintenant réelle au sein de notre région, et dans mon propre pays, la Tanzanie. La réglementation actuelle pour assurer la sécurité de l'environnement des petits exploitants et la nourriture qu'ils produisent pour leurs familles et les marchés est modifiée sans leur implication. Les connaissances limitées des agriculteurs sur les impacts négatifs de ces technologies compromettent également leur capacité à défendre leurs positions.

Changer de politique

Avec la forte présence des petits exploitants dans la production agricole, la dynamique de la politique doit changer à tous les niveaux afin que les petits exploitants agricoles, surtout les femmes, participent à la prise de décision et puissent faire intégrer leurs priorités dans les politiques agricoles appropriées. Ces politiques agricoles doivent veiller à ce que le pouvoir de choix et d'innovation reste entre les mains des petits exploitants, de leurs organisations et des communautés qui produisent de la nourriture. Ceci est également valable pour les pasteurs, les pêcheurs et les habitants

“ L'agriculture fondée sur la diversité n'est pas conçue pour optimiser la productivité, mais pour assurer la stabilité globale. ”

des forêts qui contribuent au système alimentaire de façon durable et significative.

À tous les niveaux, les politiques doivent se concentrer sur les aspects suivants :

- Veiller à ce que les agriculteurs, en particulier les femmes, restent au centre des systèmes de production de semences localisées et que les agriculteurs définissent eux-mêmes les améliorations nécessaires à apporter aux semences
- Soutenir les réseaux de vulgarisation dirigés par les agriculteurs qui forment les agriculteurs aux techniques agro-écologiques, tout en les mettant en contact avec la recherche et les ressources
- Reconnaître et développer la diversification des semences gérée par les agriculteurs, le matériel génétique local et la capacité organisationnelle et technique
- Affecter des terres aux petits exploitants et garantir l'accès aux femmes et aux jeunes
- Retirer la propriété des semences fournies aux agriculteurs par les institutions et les programmes publics

Il ne fait donc aucun doute que, malgré le manque d'engagement politique clair pour soutenir les femmes et l'agroécologie, les mouvements sociaux retrouvent tout leur dynamisme et continuent de préconiser, de pratiquer et de diversifier les systèmes agricoles par le biais de l'agroécologie. Ces mouvements sont appelés à influencer la prise de décision et l'adoption de principes agro-écologiques dans les sphères nationales et internationales. Une fois les principes de l'agroécologie fermement ancrés dans l'élaboration de la politique africaine, les femmes peuvent reprendre leur place légitime au cœur de la transformation agricole.

Sabrina Nafisa Masinjila

Responsable de la sensibilisation et du plaidoyer du Centre africain pour la biodiversité
<http://acbio.org.za/>

Note :

Les déclarations contenues dans cet article ont d'abord été présentées à l'Assemblée du Réseau des Bailleurs de Fonds en Afrique en juillet 2015, en Tanzanie, lors d'une session parrainée par la Fondation New Field.

Premier symposium panafricain sur l'agroécologie : pour une transition agroécologique en Afrique

Souleymane Cissé et Mersha Yilma



Une vue du présidium lors de l'ouverture du symposium

Photo : Janneke

24

A l'occasion du premier symposium panafricain sur l'agroécologie du 5 au 6 novembre 2015 à Dakar (Sénégal), la société civile africaine, les décideurs, les chercheurs et les agriculteurs ont partagé leurs points de vue sur l'agroécologie comme une solution aux enjeux climatiques et une réponse aux besoins des agriculteurs familiaux en Afrique subsaharienne. Le symposium s'est conclu sur une série de recommandations pour placer résolument l'agroécologie au centre du développement agricole de l'Afrique.

Partout dans le monde, ce sont les exploitations familiales qui garantissent une alimentation saine et suffisante. En Afrique subsaharienne, 80 % des exploitations sont de type familial. Les agriculteurs familiaux produisent environ 80 % de la nourriture consommée en Afrique. Ils rencontrent de plus en plus de difficultés liées aux changements climatiques, à la dégradation des sols, mais également à l'accaparement des terres et des ressources en eau, ainsi qu'à l'affaiblissement des systèmes semenciers locaux. Cette situation présente de sérieuses menaces pour la souveraineté alimentaire des peuples. Elle est plus pressante en Afrique subsaharienne où près de 239 millions de personnes font face à de graves problèmes liés à la faim et à la malnutrition.

C'est dans ce contexte que des producteurs, des mouvements sociaux, des acteurs du secteur privé, des universités, des chercheurs, des décideurs et des représentants de communautés se sont réunis à Dakar les 5 et 6 novembre 2015, dans le cadre du « Symposium africain de

l'agroécologie ». La rencontre s'est tenue à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en accord avec le gouvernement du Sénégal. Cette rencontre régionale fait suite au « Symposium international sur l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle » qui a eu lieu à Rome, en septembre 2014. L'objectif était de partager des expériences et les bonnes pratiques en matière d'agroécologie en Afrique et d'identifier les obstacles liés à l'adoption de l'agroécologie. Il s'agissait également de proposer des stratégies pour les surmonter et formuler une série de recommandations solides sur la meilleure façon de renforcer et d'accélérer la transition agroécologique en Afrique.

Les participants ont abordé de manière remarquable, au cours de ce symposium, la façon dont les agriculteurs familiaux, leurs organisations et leurs partenaires s'évertuent à mettre en place des systèmes alimentaires durables, résilients et équitables, adaptés aux réalités culturelles, économiques et agroécologiques

du continent. Ils ont affirmé clairement que l'agroécologie est le modèle agricole le plus approprié pour relever les défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'adaptation aux changements climatiques, de la préservation des ressources naturelles, également celui de la réduction de la pauvreté en milieu rural.

En prélude à cette rencontre régionale, la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP) et ses alliés mondiaux ont organisé le Forum international sur l'agroécologie au Centre Nyéléni, en février 2015. Les mouvements sociaux présents ont saisi cette occasion pour discuter des questions relatives à la souveraineté alimentaire et à l'agroécologie. Les participants de la réunion au Mali ont formulé une déclaration qui définit la vision des petits exploitants de l'agroécologie. Selon les petits exploitants, l'agroécologie est une approche tirée par les producteurs alimentaires et un outil politique qui « nous oblige à bousculer et transformer les structures de pouvoir dans la société ». Le forum 2015 de Nyéléni était une étape im-

portante dans la lutte pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie en Afrique. Le symposium de Dakar est venu renforcer les engagements et les résultats du forum de Nyéléni pour la souveraineté alimentaire en Afrique.

L'agroécologie, une méthode agricole paysanne riche d'une longue histoire

Selon Million Belay (AFSA), « l'agriculture conventionnelle a montré ce dont elle est capable. S'il est vrai qu'elle a permis d'augmenter les rendements grâce à l'utilisation d'intrants chimiques, elle a également provoqué la pollution et a contribué aux changements climatiques, aux inégalités et à l'accapement des terres, ainsi qu'aux problèmes de santé. Il nous faut un nouveau paradigme pour aller vers la souveraineté alimentaire. Aujourd'hui, nous devons repenser notre agriculture pour réduire notre déficit alimentaire, car l'Afrique subsaharienne, où 32 % de la population souffre de la faim, est la région la plus sévèrement touchée dans le monde » a-t-il soutenu.

Les participants de la société civile ont souligné les limites du modèle agricole dominant qui repose sur l'utilisation intensive d'intrants externes. Ce modèle, partie intégrante de l'approche de la révolution verte, est actuellement encouragé en Afrique par les multinationales, les entreprises agricoles, les sociétés d'engrais et de grandes fondations telles que Syngenta et la Fondation Bill et Melinda Gates. Cette approche a échoué. Elle a entraîné une dégradation exacerbée des sols, des inégalités chez les communautés de petits exploitants agricoles et la surexploitation des ressources halieutiques et marines, etc.

Les participants ont montré que l'agriculture paysanne est intrinsèquement plus résiliente, car elle ne dépend pas de l'utilisation intensive de produits agrochimiques coûteux et est plus adaptée à l'exploitation durable des ressources naturelles. Dans les communautés de petits exploitants, les ressources naturelles telles que les forêts et les arbres revêtent également une importance spirituelle. Les communautés les traitent par conséquent avec un profond respect. Selon Mariana Sonko, de « Nous sommes la solution », une organisation basée au Sud du Sénégal, « les éléments naturels sont perçus comme des forces mystiques et représentent nos ancêtres. Ces éléments nous nourrissent et nous guérissent ».

Les décideurs politiques, les représentants de la société civile, les producteurs et les chercheurs ont tous convenu que l'agroécologie est une communauté de pratiques inspirées de la culture et du potentiel d'un territoire. Ibrahim Seck de la Fédération

Nationale l'Agriculture Biologique (FENAB) a précisé que « l'agroécologie, dans ses quatre dimensions (écologique, économique, sociale et culturelle), peut être appliquée à tous les contextes ». Selon lui, l'agroécologie est un système agrosylvopastoral intégré basé sur le patrimoine culturel des communautés.

Pour réduire la faim et préserver les ressources naturelles

Jose Graziano Da Silva, Directeur général de la FAO, estime que les systèmes alimentaires socialement équitables, respectueux de l'environnement et adaptés aux réalités culturelles jouent un rôle clé dans la lutte contre la faim. Ils contribuent également à la réalisation de la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la nutrition, ainsi qu'à la promotion de l'agriculture durable. Pour sa part, Pape Abdoulaye Seck, ministre sénégalais de l'Agriculture et de l'Équipement rural, a confirmé la nécessité de réfléchir sur des approches alternatives et sur une gestion intégrée qui mettent l'accent sur les processus écologiques, les relations des écosystèmes agricoles, la conservation des ressources naturelles, tout en valorisant la diversité et les connaissances traditionnelles afin d'améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs.

Les discussions ont aussi mis l'accent sur la contribution de l'agroécologie à la sécurité alimentaire, à l'emploi des jeunes en milieu rural, au développement local et à l'émergence des économies locales. L'agroécologie est plus qu'un simple moyen d'augmenter des rendements tout en protégeant l'environnement. Les panélistes principaux et les membres des sessions plénières ont également souligné sa dimension sociale, par la réduction de la pauvreté et de l'inégalité, ainsi que celle qui est politique, comme en témoignent les mouvements sociaux adeptes d'une politique publique favorable et protectrice des droits des petits producteurs en matière d'accès aux ressources et de contrôle de ces dernières.

Développer les connaissances sur l'agroécologie par la recherche et l'apprentissage

S'appuyant sur la reconnaissance du fait que l'agroécologie est au cœur de la solution pour éradiquer la faim et préserver les ressources naturelles, le symposium s'est penché sur la manière d'influencer efficacement les politiques publiques pour promouvoir cette forme d'agriculture. L'une des idées maitresses qui ont émergé, est qu'il est important de réfléchir sur des

" L'agroécologie devrait être conçue, co-gérée et co-évaluée par toutes les parties prenantes. L'agroécologie ne se décrète pas ; la méthodologie doit être décidée par les communautés à la base. "

Pape Abdoulaye Seck,
ministre sénégalais de
l'Agriculture et de
l'Équipement rural

méthodes et des approches visant à valoriser les connaissances écologiques des agriculteurs familiaux et à s'y appuyer. Les débats ont souligné les capacités d'innovation que les agriculteurs familiaux ont toujours montrées afin de relever les défis que posent la sécurité alimentaire et les changements climatiques. Selon le Dr Ibrahim Diédhiou, « les petits exploitants testent de nouvelles façons de faire les choses. Ces innovations ont permis d'améliorer les moyens de subsistance des communautés des petits exploitants. Malheureusement, cette impressionnante capacité d'innovation des communautés locales reste sous-évaluée ». Il a fait part d'un exemple du projet « Promouvoir l'Expérimentation et l'Innovation Paysannes au Sahel (PROFEIS) » mis en œuvre au Sénégal et au Mali. Celui-ci applique une approche participative pour développer des « îles de la fertilité » à l'aide du *Piliostigma reticulatum* pour la production de mangues dans les zones semi-arides.

De nombreux participants au symposium de Dakar ont souligné l'importance des femmes et des jeunes dans le processus de changement social nécessaire pour une meilleure promotion de l'agroécologie. « En Afrique, les jeunes représentent 60 % de la population ; il s'agit là d'une main-d'œuvre que l'on peut valoriser et utiliser à travers le développement de l'agroécologie », a déclaré Paul Nyabenda, du Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique (MIJARC) du Rwanda. Les champs-écoles, une com-



Photo : Janneke

26

Des participants au symposium de Dakar

posante de longue date de la GIPD de la FAO ,et les champs-écoles d'agroécologie destinés à former les jeunes agriculteurs, conçus dans le cadre des Jardins d'Afrique, ont été mentionnés comme des initiatives à renforcer pour promouvoir le partage des connaissances et le renforcement des capacités.

Pour Elizabeth Mpfu de La Via Campesina, le partage de connaissances et d'expériences entre les différents pays constitue un facteur clé pour le développement de l'agroécologie en Afrique subsaharienne. A cet égard, elle recommande à la FAO de « travailler avec les organisations de producteurs pour soutenir la mise en place de plateformes de connaissances visant à promouvoir l'apprentissage entre agriculteurs ».

La déclaration finale du symposium recommande aux universités et aux instituts de recherche de « renforcer les connaissances locales via le renforcement des connaissances communes et la recherche participative ». D'une manière générale, les participants ont estimé que la transition agroécologique implique « un rapport de force entre les différents niveaux d'acteurs qui conduit à une confrontation d'idées et de valeurs », d'où découlera le besoin d'opérer des changements fondamentaux dans la recherche et l'interprétation de ses résultats.

" Les petits exploitants ont été les pionniers de l'agroécologie. Ils ont mis en œuvre des solutions pour contrer les effets des changements climatiques. Nous devons nous rendre auprès des communautés pour nous imprégner de leurs connaissances et voir comment nous pouvons les mettre à l'échelle, car il s'agit de technologies relativement bon marché qui résolvent les vrais problèmes auxquels nous faisons face. (...) Cette rencontre devrait déboucher sur un véritable engagement des Etats envers l'agroécologie. "

Ibrahima Coulibaly, Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP, Mali)

Pour des politiques favorables à la transition agroécologique en Afrique !

Au cours du symposium, les experts et les participants ont examiné comment l'agroécologie peut être une réponse efficace aux trois crises que sont l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les changements climatiques et la dégradation des sols. Toutefois, les politiques alimentaires et agricoles actuelles favorisent la modernisation de l'agriculture via une production commerciale à grande échelle, souvent pour des cultures d'exportation reposant sur des intrants externes. S'il est vrai qu'elles ont permis à de nombreux pays africains de connaître une croissance agricole (grâce à l'accélération des exportations de coton, de cacao, d'arachides et d'autres denrées de base), ces politiques ont été à l'origine de multiples crises alimentaires et nutritionnelles chroniques, particulièrement pour les petits agriculteurs et éleveurs des zones arides. Par conséquent, les participants ont convenu qu'un changement de paradigme est nécessaire dans la politique agricole afin de placer le continent sur la voie vers des systèmes de production alimentaire durables, résilients et équitables, fondés sur ses propres ressources.

Le symposium a spécifiquement examiné les mesures institutionnelles nécessaires pour faciliter une grande transition agroécologique en Afrique. De nombreux intervenants ont plaidé en faveur d'un contrôle et d'une gestion accrues des ressources naturelles par les communautés locales afin d'encourager la transition vers une agriculture durable et écologique. Il a été spécifiquement mentionné les processus d'aménagement du territoire comme un moyen de veiller à ce que la terre, les arbres, l'eau et d'autres ressources naturelles restent sous le contrôle des communautés locales et non des investisseurs étrangers. Ces processus supposent l'intégration des pratiques agroécologiques spécifiques au contexte dans les plans de développement local, en partie pour respecter les engagements dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) à l'échelle du continent. Cela pourrait être un vecteur essentiel pour encourager une plus large adoption et diffusion de l'agroécologie dans la pratique et la politique.

Lors des débats, les participants ont également préconisé la création et la mise en œuvre de politiques inclusives de gestion des ressources naturelles en fonction des réalités africaines, à la lumière des Directives volontaires, pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres. La déclaration finale du symposium exhorte les gouvernements, les décideurs et les partenaires techniques et financiers, à « garantir l'accès des pro-

ducteurs, en particulier les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, aux ressources naturelles, notamment la terre, l'eau et la biodiversité », afin de leur garantir les droits fonciers en vertu des Directives volontaires de la FAO.

Les participants ont également recommandé aux pays africains d'élaborer des cadres nationaux de politique agroécologique et des plans d'actions similaires à ceux récemment mis en place en France et au Brésil, avec la pleine participation des mouvements sociaux. Enfin, ils ont recommandé la mise sur pied d'une plateforme régionale sur l'agroécologie pour permettre aux acteurs clés de partager leurs expériences et de diffuser les innovations. Les participants ont proposé que cette plateforme soit coordonnée par la FAO et/ou le NEPAD.

La déclaration finale préconise également la création de marchés locaux pour les produits agroécologiques, afin de créer des opportunités économiques pour les jeunes et de les inciter à rester dans leurs communautés. Cette solution constituerait également un moyen efficace de lutter contre le sous-emploi. La société civile devrait « faciliter le réseautage et la mobilisation des acteurs » pour assurer la mise en œuvre d'économies solidaires favorables à l'agroécologie, ont estimé les participants.

À bien des égards, le symposium a renforcé la reconnaissance officielle de l'agroécologie comme une approche pertinente et éprouvée pour soutenir le développement rural et la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique, à travers la production alimentaire des exploitations familiales.

Au sortir de ce symposium, il faut reconnaître que plusieurs questions devront faire l'objet d'échanges, notamment celles relatives à l'intégration de l'agroécologie dans le PDDAA, un programme fortement orienté vers le soutien à l'industrie agro-

alimentaire. Aussi faudra-t-il s'accorder sur comment dépasser la forte influence des entreprises agroalimentaires, des sociétés d'engrais, de l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) et de la Nouvelle Alliance du G8 pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition sur les processus d'élaboration des politiques. À l'avenir, ces questions devront être traitées de manière plus détaillée et exhaustive.

Des cadres d'échange de ce genre devront voir le jour pour maintenir le dialogue sur ces questions citées ci-dessus. En effet, elles ont globalement suscité chez les participants l'impression que le statu quo risque de prévaloir en Afrique, à la place d'un changement fondamental vers l'agroécologie. Comme indiqué dans la déclaration de Nyéléni, « les véritables solutions aux crises du climat, de la malnutrition, etc., ne passeront pas par le modèle industriel. Nous devons le transformer et construire nos propres systèmes alimentaires locaux qui créent de nouveaux liens entre les milieux rural et urbain, sur la base d'une production alimentaire agroécologique des paysans, pêcheurs artisanaux, éleveurs, peuples autochtones, agriculteurs urbains, etc. »

Souleymane Cissé

Assistant de programme, IED Afrique
Email : cisse.souleye@gmail.com

Mersha Yilma

Coordinateur de la Communication de MELCA
Email : mersy1@gmail.com

Visitez
la page web
de AGRIDAPE
[http://www.iedafrique.org/
agridape.html](http://www.iedafrique.org/agridape.html)

retrouvez AGRIDAPE sur notre
page facebook IED AFRIQUE

" Il est clair que les Etats doivent engager davantage de ressources pour le développement et la mise à l'échelle des pratiques agroécologiques. "

Dr Emile Coly, Président du Comité national d'organisation du Symposium africain sur l'agroécologie

2016 proclamée

Année internationale des légumineuses



28

Les plantes légumineuses sont à l'honneur. L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2016 Année internationale des légumineuses. Une occasion de mettre en relief l'importance de cette famille de plantes pour l'alimentation humaine, mais également ses vertus biologiques et écologiques.

Les années internationales, proclamées par l'Assemblée générale des Nations Unies, sont des occasions de mettre un coup de projecteur sur une ou plusieurs thématiques. Après le sol ainsi que la lumière en 2015, en 2016 le thème retenu a été celui des légumineuses. Le prétexte doit être saisi pour se rappeler, ou découvrir et faire découvrir toute l'importance de cette famille de plantes qui comprend le soja, les fèves, les haricots secs, les lentilles, les pois secs, l'arachide, etc. En énumérant, on mesure l'importance alimentaire des légumineuses qui pourrait justifier à elle seule une année internationale dédiée.

Mais les légumineuses ont également des particularités biologiques remarquables puisqu'elles sont capables de développer une symbiose avec des bactéries fixatrices de l'azote atmosphérique, les rhizobiums. Cette particularité a des conséquences écologique et agronomique considérables. Ces plantes sont ainsi en première ligne dans la problématique d'une agriculture durable susceptible de pouvoir subvenir aux besoins de la totalité de la population mondiale.

Pour accompagner cette Année internationale des légumineuses, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a créé un site internet dédié au sujet (<http://www.fao.org/pulses-2016/about/fr/>). Il fournit une base documentaire riche et utile sur le sujet, ainsi qu'une liste des événements organisés pour l'occasion conformément au plan d'action qui a été élaboré.

Les **cinq** messages clés

- 1 Les légumineuses sont riches en nutriments.
- 2 Les légumineuses sont économiquement accessibles et contribuent à la sécurité alimentaire à tous les niveaux.
- 3 Les légumineuses ont des effets bénéfiques importants sur la santé.
- 4 Les légumineuses favorisent la durabilité de l'agriculture et contribuent à atténuer le changement climatique et à s'adapter à ses effets.
- 5 Les légumineuses encouragent la biodiversité.